

D O S S I E R

KURDISTAN



**TÊKOŞER, Union des Travailleurs et
Etudiants Kurdes en Belgique**



Liv. 1284
26/03/2016
000 TEK DOS

D O S S I E R

K U R D I S T A N



**TÊKOŞER, Union des Travailleurs et
Etudiants Kurdes en Belgique**

Têkoşer, Union des Travailleurs et Etudiants Kurdes en Belgique, est une organisation socio-culturelle indépendante de tout parti politique. Elle est fondée en 1978 et est reconnue et subsidiée par le Ministère de la Communauté Française de Belgique.

Têkoşer a un double objectif : d'une part aider les Kurdes vivant en Belgique à s'intégrer dans la société belge, tout en gardant leur identité culturelle, et d'autre part informer le public belge, européen et autre sur l'histoire et la culture kurdes.

PERMANENCE : du lundi au vendre, 9h-17h.

ADRESSE : 4, rue Bonneels - 1040 Bruxelles

Mars 1988

ISSN 0773-3887

A L'OCCASION DU 40^e ANNIVERSAIRE DES DROITS DE L'HOMME

Nous remercions vivement les personnalités et les organisations démocratiques suivantes d'avoir accepté de nous appuyer dans notre démarche d'informer l'opinion publique de la situation du peuple kurde :

Association Internationale pour la Défense des Langues et Cultures Menacées (A.I.D.L.C.M.)

Association Belge des Juristes Démocrates

ALALOUF Mateo, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles

BANDRES MOLET Juan Mario, Parlementaire Européen, groupe Arc-En-Ciel

Commission Européenne Immigrée

Comité National d'Action pour la Paix et le Développement (C.N.A.P.D.)

Coopération Technique Internationale (I.T.E.C.O.)

D'AMICO Lina, assistante du Parlementaire Européen Jef Ulburghs

DE VLIEGHERE Wilfried, Parlementaire Agalev

De Regenboog

DOTREPPE Christiane, enseignante

GODIN Jean, Secrétaire-Trésorier du Comité Contre le Colonialisme et l'Apartheid

HOUTART François, Chanoine, Professeur à l'Université Catholique de Louvain

HOOGSTIJNS Marc, journaliste indépendant

HUMBLET Jean-Emile, ancien sénateur Rassemblement Populaire Wallon

Humanistische Organisatie Voor Ontwikkelings
Samenwerking (HOOS)

Justice et Paix

KUYPERS Willy, Parlementaire Européen, groupe
Alliance Libre Européenne

LEFIN Paul, Secrétaire Général de l'A.I.D.L.C.M.

Libération Film

MARTENS Albert, Professeur à Katholieke Univer-
siteit te Leuven

Massereelfonds

MEESTERS Jan, chirurgien

Mouvement Chrétien pour la Paix (M.C.P.)

Mouvement Contre le Racisme, l'Antisémitisme
et la Xénophobie (M.R.A.X.)

RIGAUX François, Président de la Fondation
Internationale Lelio Basso, Pour le Droit et
la Libération des Peuples

SILLIS Cécile, enseignante

ULBURGHS Jef, Parlementaire Européen, non-
inscrit

VANDEMEULEBROECKE Jaak, Parlementaire Euro-
péen, Président des groupes Arc-En-Ciel et
Alliance Libre Européenne.

VERWIMP Joseph, fonctionnaire

VERMEIR Johan, enseignant

VETTER Heinz Oskar, Parlementaire Européen,
groupe socialiste.

Vrijzinnige Koepel voor Niet-Confessionele en
Humanistische Verenigingen en Instellingen

ZANDERS Jean Pascal, publiciste

POURQUOI CE DOSSIER ?

Le but de ce dossier n'est ni de porter un jugement sur les partis politiques kurdes, ni d'analyser leurs actions et stratégies, ni de proposer une solution au problème kurde.

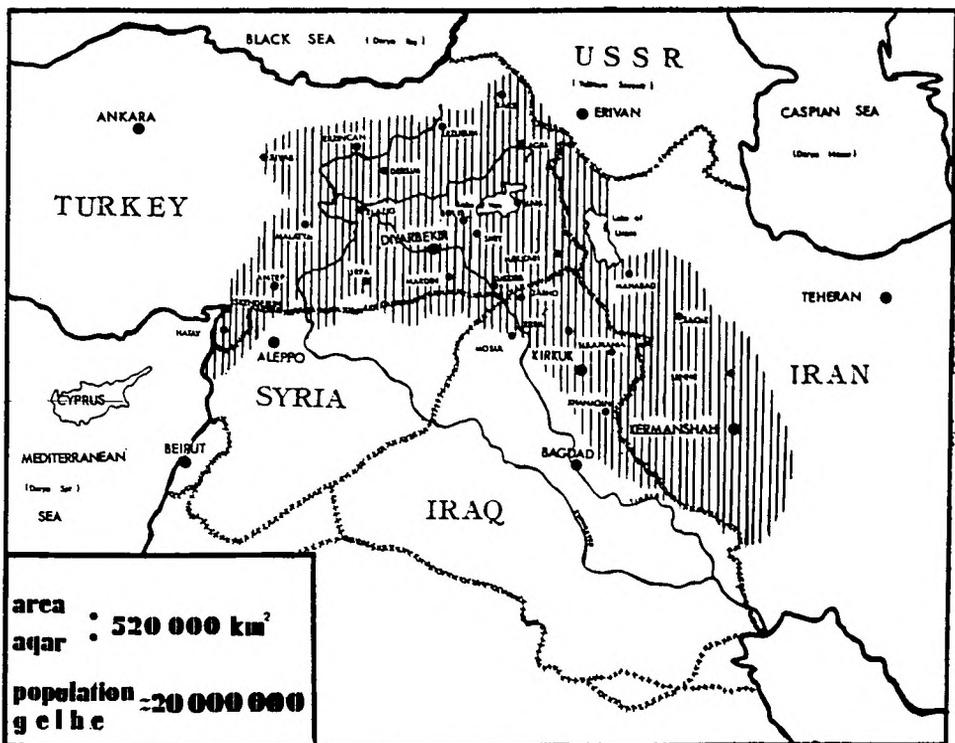
C'est simplement un **outil d'information** sur la situation globale du peuple kurde et un **appel à la solidarité**, adressé à toutes les forces démocratiques.

Pour que ce dossier ait le plus d'impact possible, nous le publions en trois langues : français, néerlandais et anglais. Car nous sommes convaincus que c'est d'abord par l'information objective que l'on peut défendre une juste cause.

QUI SONT LES KURDES ?

L'histoire et la culture kurdes étant malconnues en Occident, nous nous efforcerons dans ce dossier de préciser d'abord tous les éléments qui définissent les Kurdes en tant que peuple : situation géographique du Kurdistan, population, langue, religion.... ensuite nous donnerons un résumé historique et un aperçu de la situation actuelle.





K U R D I S T A N

Superficie : 500.000 km² (10 fois la Belgique).

Population: 25 millions, dont 20 millions au Kurdistan et 5 millions en diaspora (en Europe : 500.000).

Langue : le kurde. Langue indo-européenne, du groupe nord-ouest des langues iraniennes.

Religion : 95% de musulmans sunnites.

KURDISTAN : SITUATION GEOGRAPHIQUE

Le Kurdistan (pays des Kurdes) est un vaste territoire montagneux, d'une superficie de 500.000 km². Il s'étend en forme de croissant entre la Mer Noire et les steppes de Mésopotamie d'une part, l'Anti-Taurus et le Plateau iranien d'autre part :

De l'Est à l'Ouest :

Du Lac d'Ourmieh en Iran jusqu'aux régions de Marach et Malatya en Turquie, à la Montagne Kurde au Nord-Est de Syrie, au Golfe d'Alexandrette à la Méditerranée.

Du Nord au Sud :

De la frontière transcaucasienne de l'Union Soviétique jusqu'au Golfe Persique.

Depuis la première guerre mondiale, suite à laquelle les Alliés français et anglais se partagèrent le Proche-Orient, le Kurdistan est écartelé entre quatre pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Il existe aussi quelques colonies compactes kurdes en U.R.S.S., dispersées dans les républiques de Transcaucasie et d'Asie Centrale. La grande majorité se trouve en Azarbaydjan et en Arménie. Le reste en Géorgie, Kazakstan, Kirgizie et Turkménie. C'est-à-dire qu'il n'existe pas de territoire kurde - une prolongation du Kurdistan - en U.R.S.S.

P O P U L A T I O N

Comme il n'existe pas de statistiques officielles déterminant le nombre exact des Kurdes, nous ne pouvons avancer qu'un chiffre approximatif : 25 millions, dont 20 millions au Kurdistan-même et 5 millions en diaspora. Voici leur répartition :

Au Kurdistan

Kurdistan de Turquie : 10 millions (24% de la population de Turquie)
Kurdistan d'Iran : 6 millions (16%)
Kurdistan d'Irak : 3 millions (27%)
Kurdistan de Syrie : 800.000 (9%)

Diaspora

Métropoles et environs : Istanbul, Ankara, Téhéran, Bagdad, Damas, Alep... : 4 millions.

U.R.S.S. : 350.000

Israël : 150.000

Liban : 100.000

Jordanie, Emirats du Golfe, Afganisatan, Somalie.... : quelques dizaines de milliers.

Pays occidentaux : Europe, Etats-Unis, Canada, Australie... : 600.000

Dans toutes les régions du Kurdistan vivent des populations différentes : Arméniens, Arméniens, Assyriens, Chaldéens, Arabes, Turcs....

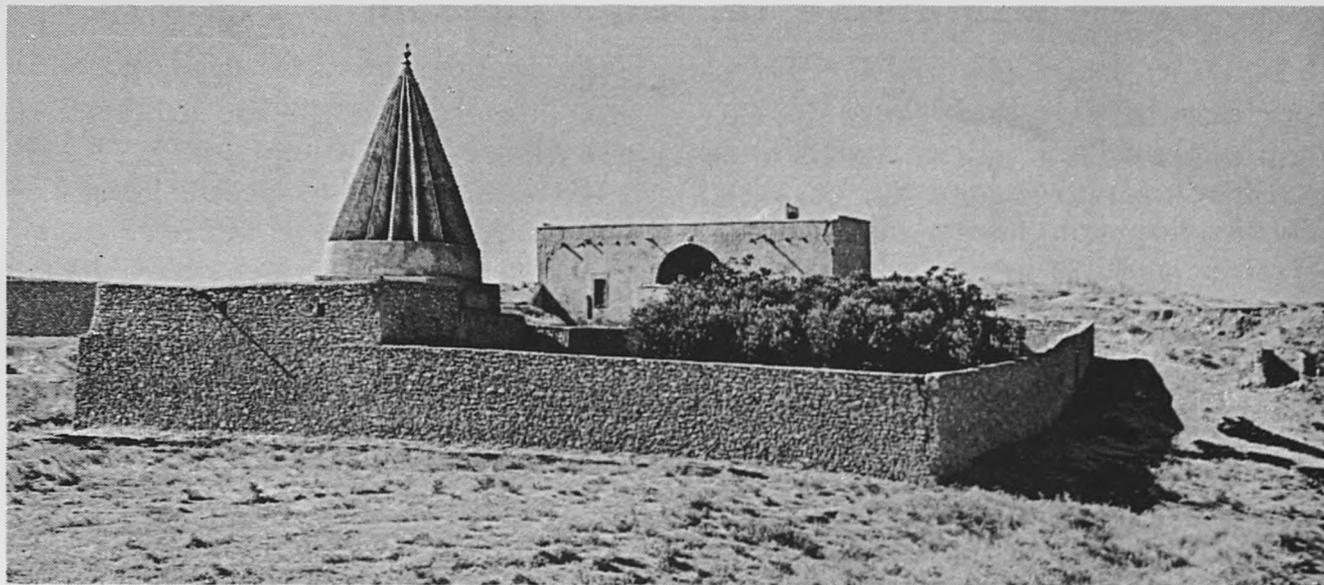
LANGUE

Le Kurde est une langue indo-européenne. Elle appartient au groupe nord-ouest des langues iraniennes. D'après les spécialistes N. Marr, O. Mann, V. Minorsky, Wikander, la langue kurde garde son unité spécifique malgré l'existence de différents dialectes. D'après Minorsky, elle se distingue nettement du persan. J. Morgan précise que la langue kurde n'est pas un dialecte persan, mais "une langue spéciale, soeur du persan, et peut-être plus ancienne que lui". Elle est très différente du turc altaïque et de l'arabe sémite.

RELIGION

95% des Kurdes sont des musulmans sunnites. Il existe une minorité alevite (secte chiite) et 50.000 yezidis. La religion de ces derniers est un mélange de croyances zoroastrienne et musulmane. L'ancienne religion des Kurdes était le zoroastrisme.

Le père Thomas Bois qui étudia de près la vie religieuse et culturelle au Kurdistan, dans la revue Proche-Orient Chrétien, Amman, Jordanie, dit ceci : "Les Kurdes sont une fraction importante (...) mais assez peu connue du monde musulman, où ils sont encastés entre l'Iran chiite, la Turquie plus ou



Sanctuaire yezidi au Kurdistan d'Irak

moins laïcisée, et les Arabes d'Irak et de Syrie sunnites. On peut déjà prévoir qu'à ce carrefour de l'Islam, la religion des Kurdes risque d'avoir des aspects particuliers qui les distinguent de leurs voisins et restent ignorés de beaucoup".

Avant l'Islam : le Zoroastrisme

Les Mèdes, derniers ancêtres des Kurdes, étaient des mazdéens. Leur grand dieu s'appelait Ahura Muzd "le créateur absolu" ou le "seigneur sage". A côté de ce dieu, il y avait d'autres dieux moins importants : Mithra, dieu du soleil, du contrat, de la rédemption, et Anahita, déesse des eaux et de la procréation. Les Mèdes adoraient toutes les forces de la nature. Les mages (en kurde : Pîr "vieux ou sages") offraient aux dieux des sacrifices sanglants et entretenaient le feu sacré dans une chambre surélevée du temple. Ces mages reconnaissaient deux principes : le Bien "Hurmuzd" et le Mal "Ehremen".

Zerdecht "Zoroastre" réforma cette religion mazdéenne. Il était né dans le pays Moukri, en plein Kurdistan d'Iran, en 660 av. J.C. Ses prédications étaient des oeuvres lyriques conservées dans le livre sacré Zend-Avesta.

L'importance du zoroastrisme réside dans son principe du dualisme (le Bien et le Mal). Cette religion eut un grand essor et se répandit jusqu'en Inde. Les trois religions juive, chrétienne et musulmane s'inspirèrent de ce dualisme (*).

(*) Paul du Breuil, Zarathoustra et la transfiguration du monde, Payot 1978.

Paul du Breuil

ZARATHOUSTRA

et la
transfiguration du monde



Payot

Zoroastre **rejeta** certains principes des mazdéens, comme celui des sacrifices sanglants et de la boisson enivrante Haoma lors des cérémonies religieuses. Mais il conserva le principe du feu (en kurde : Agir) "symbole de la justice et de la lutte contre les forces du mal" (*). Aujourd'hui encore, lors de la fête nationale kurde Newroz "le Nouveau Jour", souvent célébrée clandestinement, les Kurdes dansent et chantent autour du feu. Mais cette fête n'est pas religieuse, elle symbolise la lutte du peuple contre l'oppression.

Le principe essentiel de Zoroastre était la lutte active et interminable contre le Mal, le choix de tout homme entre la lumière et les ténèbres, le Bien et le Mal (Hurmuzd et Ehremen) et le respect absolu de toute vie, y compris celle des animaux et des plantes. Sa morale se résumait en la triade : "bonne pensée, bonnes paroles, bonnes oeuvres" (**)

Roger Garaudy, dans son livre *Appel aux Vivants*, chapitre Zarathoustra (Zoroastre), éditions du Seuil 1979, dit ceci :

"Vers le milieu du II^e millénaire avant notre ère, les tribus indo-iraniennes nomades chassées du nord, puis des steppes sibériennes, par la descente de vagues successives de froid, se séparèrent en deux rameaux : les unes, par les passes de l'Hindou Kouch, débouchèrent sur l'Inde où elles se mêlèrent aux vieilles civilisations de l'Indus et, plus au sud, à

(*) Duchesne-Guillenin, *Religions de l'Orient Ancien*, collection Je sais, je crois, N° 141, 1957, p. 103.

(**) Ghirshman, R., *l'Iran des origines à l'Islam*, Payot 1951, p. 142.

celles des Dravidiens. L'autre branche s'installa sur les plateaux de l'Afghanistan et de l'Iran.

Leurs développements furent longtemps parallèles bien que radicalement opposés : Zarathoustra inaugurant la lignée des religions prophétiques, l'hindouisme ouvrant la voie de toutes les mystiques.... De cette histoire de plus de trois millénaires nous retiendrons ce qui nourrit encore nos vies. Et d'abord ce qui fut, du VIII^e au VI^e siècle, la plus grande des révolutions : le passage de l'homme du nomadisme à l'agriculture et à la sédentarisation des pasteurs. L'histoire pose les problèmes. Les prophètes y apportent réponse.

La naissance de l'agriculture n'est pas seulement un phénomène économique, mais aussi un événement moral et religieux. Pour la première fois l'homme n'est plus simplement assujéti à la nature : si sa dépendance est encore pesante à l'égard des forces de la matière, il n'en participe pas moins, en acteur responsable, à la création. Désormais, aussi, les forces menaçantes ne sont plus seulement celles de la nature. Il en est parmi les hommes : ce sont les tribus restées nomades qui rôdent, pour les piller, autour des champs et des troupeaux.

A cette double angoisse de la première liberté conquise et des menaces nouvelles des hommes, celle des nomades pillards, répond Zarathoustra, ce révolutionnaire, ce prophète, le plus grand peut-être de tous les temps....

Zarathoustra demeure le pionnier de toute vie nouvelle lorsque l'homme agit en responsable de la création. Son oeuvre se déploie selon quatre thèmes fondamentaux :



Zoroaster

- une vision nouvelle de Dieu (monothéiste et source de grandeur);
- une vision nouvelle du monde, conçu comme le champ de bataille entre l'homme et ce qui s'oppose à son humanisation;
- une manière nouvelle de vivre les rapports avec le divin puisque les hommes ne communiquent plus avec les dieux par des rites ou des sacrifices sanglants mais rencontrent Dieu en eux-mêmes quand ils vivent divinement leur vie d'homme;
- une manière nouvelle de vivre les rapports avec la nature, en respectant toute vie, celle des animaux et celle des végétaux".

Garaudy ajoute : "Selon Zarathoustra la vie est un combat indivisiblement intérieur (contre nos propres pulsions ténébreuses) et extérieur (contre les partisans de l'action des ténèbres). Cette doctrine met au premier plan l'action, avec toutes ses dimensions d'intériorité et d'efficacité. Chaque homme est à la fois un guerrier et un mystique".

Plus tard, à partir de 224 av. J.C., le Zoroastrisme devint la religion officielle des Perses et le resta jusqu'aux conquêtes musulmanes en 642 ap. J.C.

Sous l'Islam

Sous l'empire musulman et dans des contrées différentes, des personnalités kurdes édifièrent de multiples écoles de théologie et des mosquées d'où sortirent des savants célèbres.

Le père Thomas Bois, dans la revue Proche-Orient Chrétien déjà citée, dit ceci : "On pourrait citer et citer des listes de théologiens ou de juristes, d'historiens, de savants qui ont laissé un nom et dont les ouvrages font

autorité... La fameuse université du Caire (El-Azhar) a toujours compté des Kurdes dans son corps professoral".

Quant à la masse des Kurdes, les observateurs sont unanimes à dire que le Kurde n'est pas tellement dévot. Un proverbe turc dit : "le Kurde n'est musulman que comparé à l'infidèle (chrétien)" !

RESSOURCES NATURELLES

L'une des raisons pour lesquelles le peuple kurde est opprimé est la richesse du sol et du sous-sol du Kurdistan : pétrole, surtout au Kurdistan d'Irak (régions de Kirkouk et de Mossoul), charbon, minerai de cuivre, de fer, de plomb argentifère, chrome, houille, magnésium.... Immenses forêts, pâturages permettant l'élevage. Deux grands fleuves : le Tigre et l'Euphrate; sources d'eau sulfureuse et pure. Culture : céréales, tabac, coton, légumes, fruits....

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Malgré cette richesse, le niveau économique de la population est extrêmement bas, car

les gouvernements oppresseurs n'y développent ni industrie ni agriculture. Ils utilisent le Kurdistan comme une colonie qui doit fournir à la métropole une réserve de matières premières. Par exemple, le minerai de fer extrait à Divrigi, au Kurdistan de Turquie, est acheminé vers les industries sidérurgiques turques sur la côte de la Mer Noire. Au Kurdistan d'Irak, le pétrole ne profite qu'au gouvernement et à la partie arabe de l'Irak.

Evidemment cette situation économique ne favorise pas le progrès social. Malgré le fait que depuis la deuxième moitié du XXe siècle la société kurde ait fort changé, que ses structures féodales se soient affaiblies, leurs séquelles existent encore. Les "aghas", c.à.d. propriétaires terriens, sont encore puissants, même s'ils ne possèdent plus autant de terres qu'avant et malgré l'évolution de la mentalité des paysans pauvres. Les gouvernements, surtout celui de Turquie, ont une grande responsabilité dans le maintien du pouvoir de ces féodaux. Ils ont même réussi à s'allier une partie d'eux afin d'écraser le mouvement kurde (*).

L'analphabétisme est fort répandu, surtout au Kurdistan de Turquie où le taux atteint 70%, tandis que dans la partie turque il est de 40%.

(*) Martin van Bruinessen, Agha, Shaikh and State, on the social and political organization of Kurdistan, Université d'Utrecht, Hollande, 1978.

SITUATION CULTURELLE

A notre connaissance, les Kurdes sont le seul peuple de plus de 20 millions qui, en cette fin du XXe siècle, n'ait pas le droit de parler librement sa langue, ni de la lire et de l'écrire !

En effet, la langue kurde est enseignée uniquement en U.R.S.S., et d'une manière très limitée, au Kurdistan d'Irak. Les livres, les publications et cassettes de musique kurde sont défendus. La répression culturelle est la plus forte au Kurdistan de Turquie où non seulement l'usage de la langue est interdit, mais le gouvernement turc, se basant sur un décret édité par Ata-Turk le 3 mars 1924, déclare officiellement que les habitants de la Turquie sont des Turcs ! Jusqu'aujourd'hui, aucun parti turc au pouvoir, des socio-démocrates aux libéraux ou fascistes, n'a demandé la suppression de cette clause. D'ailleurs en Turquie les Kurdes sont appelés officiellement "les Turcs montagnards" ou "les Turcs de l'Est".

Le comble c'est que non seulement la culture kurde est interdite, mais en plus elle est présentée, même sur le plan international, comme turque ! Tous les observateurs savent que le folklore kurde est très riche, mais beaucoup de groupes folkloriques turcs présentent des danses kurdes en tant que turques. Il y a quelques années, la célèbre troupe de Diyarbakir (capitale du Kurdistan de Turquie) reçut un prix international de danse, évidemment pour des danses "turques" ! Beaucoup de chansons kurdes subissent le même sort.

Sur fond de musique kurde, on traduit systématiquement les paroles kurdes en turc ! De nombreux chanteurs populaires "turcs" très connus, comme Ruhi Su, Nesimi...., d'écrivains et de cinéastes, comme Yachar Kemal et Yilmaz Güney, sont Kurdes. Aussi, un grand nombre de militants syndicaux et politiques actifs et de parlementaires sont Kurdes. Il s'agit là d'un véritable génocide culturel !



RESUME HISTORIQUE

Origine des Kurdes

Malgré l'abondance des recherches effectuées à ce sujet, à partir du 19ème siècle surtout, elles ne sont pas encore assez systématiques et approfondies. Les raisons en sont multiples: retard de la société kurde sur le plan socio-économique, destruction par les envahisseurs de la plupart des ouvrages écrits sur les Kurdes, étouffement par les gouvernements actuels de toute référence à la civilisation kurde, présentée comme persane, arabe ou turque.

Pendant plusieurs siècles avant J.C., les Kurdes portèrent des noms différents: Kardaka, Corduennes, Gordiae.... Xénophone, dans l'Anabase (la retraite des dix mille) les appela "Kardouques".

Lors du XXe Congrès International des Orientalistes à Bruxelles en 1938, le Professeur V. Minorsky a exposé sa thèse sur les origines des Kurdes : "En vue des faits historiques et géographiques, il est très probable que la nation kurde s'est formé de l'amalgame des deux tribus congénères, les Mardoī (les Mèdes) et les Kyrtoī (les Scythes) qui parlaient des dialectes médiques très rapprochés. D'autre part, il est certain que dans leur expansion vers l'Ouest, les Kurdes se sont incorporés plusieurs éléments indigènes".

Antiquité : les Mèdes

Les derniers ancêtres, et les mieux connus,

des Kurdes sont donc les Mèdes. Ceux-ci constituèrent un empire très puissant et florissant qui dura du 7ème à la moitié du 6ème siècle av. J. C. Ils vainquirent le puissant empire Assyrien et causèrent la chute de Ninive en 612 av. J. C. Les Perses leur succédèrent en 550 av. J. C.

Après la chute de l'empire mède dont le centre se trouvait au Kurdistan d'Iran, les Kurdes ne purent pas s'unir. Sous les différentes occupations, leurs tribus menèrent une vie indépendante dans les montagnes.

Moyen-Age : différentes principautés

Au Moyen-Age, sous l'influence de l'Islam, un grand nombre de tribus se sédentarisèrent. Le Kurdistan se couvrit de principautés indépendantes et florissantes à l'intérieur du vaste empire musulman qui n'était pas à même de les contrôler. Les plus connues sont :

Xème siècle : les Cheddadites (fondée en 951), les Hesenweyhides (959).

XIème siècle : les Merwanides (990-1096).

XIe-XIIe siècles : les Eyyoubides, dont le célèbre Saladin, vainqueur de Richard Coeur de Lion et des Croisés (1169-1250).

XIIIe-XVe siècle : Conquêtes des Mongols, puis des Turcomanes. Les Kurdes se retirèrent de nouveau dans leurs montagnes.

XVI-XIXème siècle : Sous les empires ottoman et persan. Les Turcs occupèrent le Kurdistan et l'Arménie de 1514 à 1536. A partir de 1514, la plupart des principautés kurdes devinrent des protectorats des empires ottoman et persan voisins.



Saladin I'Eyyoubide, vainqueur des Croisés (1169-1250).

Après une série de guerres très violentes, le traité de paix persano-ottoman consacra en 1639, le partage du Kurdistan en deux grandes zones d'influence.

Le sentiment national kurde se renforça après cette célèbre division en deux. En effet ce partage avait comme conséquence une plus grande dépendance de l'extérieur et le mécontentement des Kurdes devint le ferment de leur mouvement national le long du XIXe et du XXe siècle.

Entre le XVI et le XIXe siècle, les princes kurdes ne purent s'affirmer à cause de la puissance des empires turc et persan, du cloisonnement des massifs montagneux et des rivalités entre les grands féodaux kurdes.

Sous les trois empires musulmans, arabe, persan et turc, les Kurdes jouèrent souvent un rôle politique de premier plan et offrirent à ces empires des princes, ministres, savants, hommes de lettres, architectes et musicologues.

XIXe s. : les insurrections kurdes

Au XIXe siècle, à l'ère de l'effondrement progressif des empires multinationaux et de leur remplacement par des états centraux, les Kurdes, comme d'autres peuples d'Orient et d'Europe, luttèrent pour leurs droits nationaux.

A cause des guerres continuelles russo-turques et persano-turques sur le sol kurde et de l'éveil du sentiment national chez les Kurdes, une cinquantaine de soulèvements kurdes éclatèrent entre 1804 et 1878, un peu partout au Kurdistan. Leurs chefs historiques

les plus connus étaient Mohammed Pacha, les Princes Bedir Khan, Yezdan Cher.... De 1894 à 1896, le Sultan ottoman Abdulhamid II, surnommé le "Sultan rouge", massacra des dizaines de milliers d'Arméniens en utilisant sa cavalerie kurde nommée "Hamidiyyeh" et écrasa leur mouvement. Plus tard, ces mercenaires furent utilisés contre les Kurdes de Dersim et du Kurdistan méridional révoltés contre la tyrannie du sultan, ainsi que contre des nationalistes arabes.

A cette époque, le mouvement culturel kurde ne manqua pas non plus. En 1898, la famille princière de Bedir Khan publia au Caire un journal bilingue kurdo-turc "**Kurdistan**". Ce journal émigra à Genève, à Folkstone en Grande-Bretagne, à Constantinople (Istanbul), puis revint au Caire pendant la guerre 1914-1918.

XXe s. : le mouvement national kurde jusqu'au lendemain de la 1ère guerre mondiale

Au début du XXe siècle, le mouvement culturel kurde se développa mieux qu'au XIXe et joua un rôle important dans l'éveil du sentiment national chez les intellectuels et les jeunes kurdes. En 1908, le Cheikh Abdulkadir lança le journal "**Hetawî kurd**" (le Soleil kurde). Mais en 1909, les Jeunes-Turcs interdirent toutes les associations, écoles et publications non turques. Les dirigeants furent emprisonnés ou exécutés. En 1912, un groupe d'étudiants kurdes fonda le premier parti kurde bien structuré, Hêvî (l'Espoir), et publia une revue mensuelle, "**Roja kurd**" (le jour kurde).

Les premiers fondateurs de cette organisation furent Omer, Kadri et Ekrem Djemil Pacha, Fuad Zade de Van et Zeki Zade de Diyarbekir. Elle eut des ramifications dans différentes villes du Kurdistan. Son objectif était de réformer l'alphabet kurde, de propager des idées nationalistes et l'instruction. La plupart de ses membres furent mobilisés pour la guerre 1914-1918.

A la veille de la 1ère guerre mondiale la Turquie voulut profiter des Kurdes pour lutter contre les Alliés. En même temps, le Khalife, Sultan Rechad, voulait assimiler les Kurdes par des transferts massifs dans des régions purement turques. Environ 700.000 Kurdes furent massacrés. Ceux-ci refusèrent de soutenir le gouvernement turc et certains de leurs chefs, à Hamawend et Suleymanieh, invitèrent les Anglais à venir chez eux, car ils étaient décidés à constituer un gouvernement provisoire kurde présidé par le Cheikh Mahmoud El-Berzendji.

En 1915-1916, le gouvernement turc a effectué le génocide arménien. Environ un million et demi d'Arméniens furent massacrés.

En 1916, l'accord Sykes-Picot fut signé par la France, l'Angleterre et la Russie, pour préparer le partage du Proche-Orient par l'Angleterre et la France.

Après la première guerre mondiale, plusieurs organisations politiques kurdes naquirent. La plus importante était Kürdistan Teali Cemiyeti (Organisation pour le Relèvement du Kurdistan), fondée en 1918 à Diyarbekir. Les premiers fondateurs furent Ekrem Djemil Pacha, Djerdjis Zade et Fikri Gani Zade Rechad. Son but fut l'application des 14 prin-

cipes de Wilson concernant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle possédait une imprimerie et un journal, "Gazî" (l'Appel), et avait plus de 500 membres à Diyarbekir et plusieurs sections au Kurdistan. Huit ou neuf mois plus tard, une section s'ouvrit à Istanbul. Ses fondateurs étaient Molla Saïd Mikisli, Hamza Motki et Halil Hayali. Elle publiait deux revues, "Jîn" (la Vie) et "Kurdistan".

Le 30 octobre 1918, l'armistice de Moudros confirma l'effondrement de l'Empire Ottoman et la victoire des Alliés. La même année, l'armée britannique occupa Kirkouk, la plus grande ville pétrolifère au Kurdistan d'Irak, mais s'en retira sous la pression des Turcs et regagna Suleymanieh. Sir Arnold Wilson, commissaire civil britannique fit le nécessaire pour que le Cheikh kurde Mahmoud El-Berzendji soit nommé gouverneur. Les fonctionnaires arabes et turcs furent remplacés par des Kurdes et ceux-ci étaient assistés par des "conseillers" britanniques. Les Anglais étaient favorables à l'établissement d'un Kurdistan "indépendant", qui soit sous leur contrôle, à cause de sa richesse en pétrole.

En 1919, suite au mécontentement des Kurdes vis-à-vis de l'Angleterre, le Cheikh Mahmoud El-Berzendji captura un major britannique; l'armée anglaise répliqua, et il fallut six semaines pour rétablir l'ordre. Malgré la gravité de la situation, Sir Arnold Wilson continuait à croire à la nécessité de donner l'autonomie aux Kurdes. Mais, d'après lui, "le contrôle devait être plus étroit dans le district de Suleymanieh, à cause de la situation géographique et stratégique et à cause

de la richesse du pays" (*). La même année, les Kurdes signèrent à Paris un accord avec les Arméniens, réglant toutes leurs questions litigieuses avec eux.

En 1920, à la Conférence de la Paix, les Kurdes firent plaider leur cause par leur délégué, le général Cherif Pacha. Celui-ci avait présenté à cette conférence, le 22 mars 1919 et le 1er mars 1920, deux mémoires sur les revendications kurdes, avec une carte du Kurdistan.

1920 : Traité de Sèvres, une date historique

Suite à la première guerre mondiale, les Alliés français et anglais se partagèrent le Proche-Orient. Les Anglais colonisèrent l'Iraq, la Jordanie et la Palestine. Les Français prirent la Syrie et le Liban.

En 1920, la Conférence de San Remo confirma le mandat de la Grande-Bretagne sur la Mésopotamie et la Palestine. L'Angleterre conserva Mossoul, mais garantit à la France 25% des produits pétroliers.

Le 10 août 1920, le Traité de Sèvres (banlieu de Paris) fut signé par la Société des Nations. Ce Traité se référait aux 14 points du président américain Wilson et au "droit des nations de disposer d'elles-mêmes". Le Kurdistan ottoman devait devenir un état national, mais les régions sous mandat français en étaient exclues. Et, évidemment, il n'était même pas question du Kurdistan colonisé par l'empire persan, c. à. d. le Kurdistan d'Iran (voir annexe). Ce traité, malgré ses imper-

(*) Wilson, A., Mesopotamia, 1917-1920, Oxford 1931, p. 144.



Le Général Cherif Pacha, délégué kurde au
Traité de Sèvres, 1920.

fections et ses grandes faiblesses, et malgré qu'il est resté lettre morte, constitue pour les Kurdes un grand événement historique. Car, c'était la seule fois où sur la scène internationale des droits leur furent accordés.

1922 : Traité de Lausanne

Lors du Traité de Lausanne, en 1922, la question kurde fut réduite aux droits nationaux des Kurdes de Turquie et au sort de Mossoul. Le représentant turc, Ismet Pacha, prétendit que: "... les Kurdes ne diffèrent en rien des Turcs et, tout en parlant des langues différentes, ces deux peuples forment un seul bloc du point de vue de la race, de la foi et des moeurs" !

Quant à Mossoul, les Britanniques l'inclurent dans le mandat qu'ils détenaient sur l'Iraq. En octobre 1922, d'importants détachements arabes, commandés par des officiers anglo-hindous, transformèrent Mossoul en ville "arabe".

C'était donc surtout à cause de l'opposition des Turcs et des Anglais que les Kurdes n'eurent aucun droit, et non, comme on le dit souvent, à cause de leurs divisions. Lorsque les pays arabes, et plus tard, les pays africains accédèrent à l'indépendance, ils n'étaient pas mieux organisés que les Kurdes.



LA SITUATION DANS CHACUNE DES PARTIES DU KURDISTAN

KURDISTAN DE TURQUIE

Afin que la Turquie se débarrasse des Alliés et accède à l'indépendance, Mustafa Kemal, dit Ata-Turk (père des Turcs), à la tête des Jeunes Turcs, essaya de s'attirer les Kurdes et d'avoir leur appui, car la partie turque du pays était écrasée par l'occupation. Ainsi, il tint son premier congrès au Kurdistan, à Erzurum, en 1919, où il fut décidé d'organiser une armée turco-kurde sous la conduite d'Ata-Turk pour libérer le territoire, essentiellement turc, du joug des Alliés. La fraternité des Turcs et des Kurdes était créée tout haut (*) et le poids de cette guerre fut

(*) La revue turque "Ikibin'e Dogru" (Vers l'An 2000) du 30 août - 5 septembre 1987 a publié le procès-verbal inédit d'une réunion qu'Ata-Turk avait organisée en janvier 1923 au Palais d'Izmit et à laquelle il avait invité tous les représentants des grands journaux d'Istanbul. A cette rencontre où Ata-Turk exposa les thèses principales de la République, il déclara que d'après la Constitution, une autonomie allait être accordée aux provinces où la population kurde était majoritaire. Ce document, tenu secret pendant de longues années, a été publié par cette revue tel quel et annoncé sur la couverture. Mais avant même

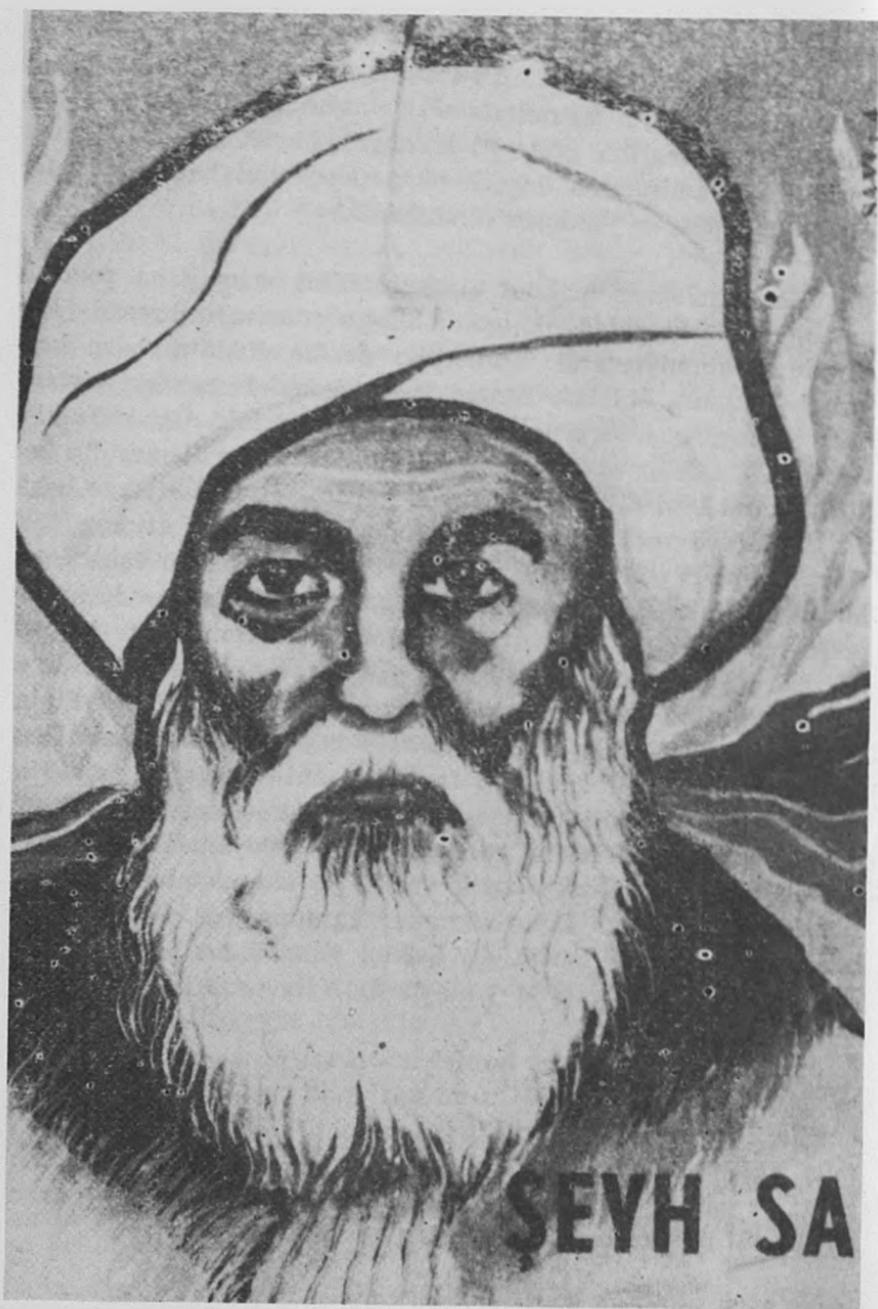
supporté essentiellement par les forces kurdes et les premières victoires décisives furent rapportées par elles. Mais dès l'accès à l'indépendance, cette alliance turco-kurde fut maudite par le père fondateur de la Turquie et des slogans chantant la gloire de la nation turque furent lancés et écrits partout, même dans les livres scolaires : "Un Turc vaut tout l'univers", "la nation turque est la plus noble de la terre"... Le ministre de la justice d'Ata-Turk, Mahmut Esat Bozkurt disait ceci : "Tous ceux qui ne sont pas de pure origine turque n'ont qu'un seul droit dans ce pays, celui d'être serviteur, celui d'être esclave". La première assemblée qui comptait 72 Kurdes fut dissoute et dans celle qui lui succéda, les députés étaient choisis par cooptation.

Le 3 mars 1924, Ata-Turk éditait un décret interdisant les écoles, associations et publications kurdes. Cette répression accrue augmenta le mécontentement des Kurdes et plusieurs insurrections éclatèrent. Les trois soulèvements les plus sanglants et les plus célèbres sont :

1925 : soulèvement de Cheikh Seïd de Pîran. Il s'étendit à 14 provinces. Mais en août 1925, Cheikh Seïd, ainsi que 48 chefs nationalistes furent arrêtés et exécutés.

1927-1930 : soulèvement d'Agirî (Mont Ararat), sous la direction du général Ihsan Nouri Pacha de Bitlis. Après de violents combats, le général se réfugia en Iran. Le gouvernement turc promulga en mai 1932 une loi d'après laquelle les territoires du Kurdistan de Turquie furent divisés en quatre zones. Une des zones fut

la sortie de ce numéro, il a été interdit et confisqué par les autorités turques.



Cheikh Seïd, Insurrection de 1925

entièrement évacuée et interdite "pour des raisons sanitaires, matérielles, culturelles, politiques, stratégiques et d'ordre public".

Cette loi disloquait également le régime social des tribus kurdes. De plus, les pouvoirs de leurs chefs, organismes et institutions furent abolis. Ils fut également interdit à tous ceux qui parlaient une autre langue maternelle que le turc de constituer de nouveaux villages ou quartiers, des associations d'employés, d'artisans et autres. Le Ministre de l'Intérieur avait, par décision du Conseil des Ministres, le droit de disperser ces groupements, même ceux qui avaient existé jusqu'alors.

Cette loi passa malgré une protestation internationale, et à partir de cette date, on appela officiellement les Kurdes de Turquie "les Turcs de montagnes" ou "les Turcs de l'Est".

1937-1938 : l'insurrection de Dersim, dirigée par Seyid Riza. Dersim fut la région la plus touchée par une nouvelle loi visant l'assimilation des Kurdes. Elle résista fortement aux ordres de déportation et un mouvement important s'y organisa. Les forces armées turques bombardèrent la région en mai 1937, et le ministre de l'intérieur, Djelal Bey, annonça au Parlement quelques mois plus tard qu'il n'existait plus de problème kurde et que "les brigands ont été civilisés par la force....".

Le gouvernement turc comprit que, seul, il était incapable de dominer les Kurdes. Il signa alors le **pacte de Saadabad** (banlieu de Téhéran) le 8 juillet 1937, avec l'Irak et l'Iran. Le but de ce "pacte de bon voisinage" était de mener une action commune contre les Kurdes.



Le Général Ihsan Nouri Pacha et son épouse, Insurrection du Mont Ararat, 1927-1930.



Seyid Riza, Insurrection de Dersim, 1937-1938

La situation après la 2ème guerre mondiale

Après la 2ème guerre mondiale, la Turquie signa avec l'Irak un deuxième pacte nommé Pacte de Bagdad, le 24 février 1955. Ce pacte devait constituer la base d'un accord militaire régional (Middle East Organisation, M.E.T.O.), auquel se joignirent la Grande-Bretagne, le Pakistan et l'Iran. C'est l'action commune de ces gouvernements contre les Kurdes qui fut l'une des causes principales de la signature de ces deux pactes.

Les persécutions massives continuèrent. Mais lorsqu'en 1961, le conflit armé des Kurdes d'Irak commença, les Kurdes de Turquie participèrent activement à leur ravitaillement et offrirent abri aux femmes et enfants des insurgés. Cette aide renforça le mouvement kurde en Turquie. Devant son emplet, le gouvernement turc fut obligé de modifier sa position.

Dans les années soixante, le mouvement kurde en Turquie n'était pas influencé uniquement par celui des Kurdes d'Irak, mais aussi par le vent progressiste qui agitait l'ensemble de la Turquie, apporté par plusieurs organisations et partis, dont les plus importants furent le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) et la Confédération des Syndicats Ouvriers Révolutionnaires (D.I.S.K.), ainsi que par l'éveil de la conscience politique dans le monde entier.

En 1969, fut créé, d'abord à Istanbul et à Ankara, ensuite dans les villes kurdes, la première organisation kurde de type moderne, D.D.K.O. (Foyers Culturels Révolutionnaires de l'Est). Elle joua un rôle primordial dans l'éveil d'une double conscience, nationale et

de classe. Mais, la même année, des commandos entraînés par des spécialistes américains de la contre-guérilla et mis sous les ordres du Ministère de l'Intérieur depuis 1966, effectuèrent des opérations de ratissage des campagnes kurdes, prétextant la recherche d'armes à feu. Ces opérations s'effectuaient souvent sous le schéma suivant (voir Les Kurdes et le Kurdistan, p. 132) : "Le village est assiégé par des véhicules blindés, survolé par des hélicoptères. On ramasse les villageois pour les conduire vers des camps préalablement aménagés. Dans ces camps spéciaux, on leur demande de remettre leurs armes. Lorsque le paysan déclare qu'il n'en possède pas, on lui inflige des bastonades, on le fait ramper et courir. Les militaires obligent hommes et femmes à se déshabiller et, le plus souvent, violent les femmes. On pend les suspects aux potences par les pieds. Parfois on attache des ficelles aux organes génitaux des hommes déshabillés et on oblige les femmes à les promener ainsi dans le village. Souvent, les gens succombent à ces tortures".

En octobre 1970, les principaux dirigeants de D.D.K.O. furent arrêtés. Le 12 mars 1971, l'armée renversa le gouvernement de Demirel et l'état de siège fut instauré. Mais sous la grande pression des forces populaires et des protestations internationales, des élections législatives furent organisées en octobre 1973 et le parti social-démocrate de Bulent Ecevit arriva au pouvoir. Grâce à une libéralisation très restreinte, et jusqu'aux années 80, plusieurs partis kurdes purent mener semi-clandestinement leurs activités et étaient soutenus par une grande partie de la population. Ces partis étaient : Parti Démocratique du Kurdis-

tan de Turquie, Parti Communiste du Kurdistan, Parti des Travailleurs du Kurdistan (D.D.K.D), Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie, Parti des Travailleurs du Kurdistan (P.K.K.). Outre ces partis, il existait des organisations politiques et culturelles telles que : Libération Nationale du Kurdistan (K.U.K.), Kawa, Têko-chine....

12 septembre 1980 : coup d'état fatal

Hélas, le 12 septembre 1980, eut lieu le célèbre coup d'état militaire fasciste. Ce coup fut organisé par les généraux turcs, en collaboration avec la C.I.A. et fut annoncé à Washington avant de l'être à Ankara ! Toutes les organisations kurdes furent alors immédiatement démantelées. Leurs militants furent soit torturés sauvagement, soit tués. Certains d'entre eux purent s'échapper à l'étranger. La chasse à l'homme commença dans l'ensemble de la Turquie, mais surtout au Kurdistan et les libertés démocratiques les plus élémentaires furent supprimées.

Grâce à la lutte des peuples du Kurdistan et de Turquie, et à la pression internationale (Amnesty International, Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Association Internationale des Juristes Démocrates, Syndicats Européens, différentes missions du Parlement Européen et du Conseil de l'Europe....), le gouvernement turc fut obligé d'accorder quelques petites libertés : instauration d'un gouvernement civil en 1983, présidé par Turgut Ozal, mais en cohabitation avec le Président de la République, le général Evren, et les militaires ! autorisation de certains partis politiques turcs, une certaine libéralisation



de la presse.... Car la Turquie, impatiente d'entrer à la C.E.E. veut donner d'elle-même une image démocratique, mais les vraies libertés des citoyens, des intellectuels et des hommes politiques continuent à être brimées, la torture continue à être pratiquée (voir le dernier rapport d'Amnesty International) et la situation économique ne fait que se dégrader, vu la politique ultra-libérale de M. Ozal.

1983-1986 : l'armée turque bombarde le Kurdistan d'Irak

Quant au peuple kurde, il ne profita ne profite d'aucune de ces réformes de façade. L'état de siège, la chasse à l'homme, les tortures collectives, les déportations, la misère, l'interdiction de porter des vêtements kurdes, de lire et d'écrire en kurde.... continuent.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (P.K.K.) harcèle régulièrement les postes de gendarmerie et les militaires, mais le gouvernement arma et paya plusieurs milliers de miliciens, appelés "protecteurs de villages", surtout dans les régions reculées où les séquelles des structures tribales sont encore fortes, afin de dresser les Kurdes contre les Kurdes, et ainsi ne pas être impliqué directement dans le conflit ! La majorité de la population kurde, terrorisée par l'armée et vivant dans une grande misère, n'ose pas s'organiser.

L'armée turque ne se contenta pas de harceler les Kurdes de Turquie, mais pénétra quatre fois au Kurdistan d'Irak, selon un accord de coopération signé quatre ans plus tôt afin de "coordonner leurs plans pour contrôler les minorités kurdes dans les deux pays".

La première fois, c'était le 26 mai 1983. Pour poursuivre les militants de P.K.K. qui se réfugiaient au Kurdistan d'Irak, les forces spéciales de la gendarmerie et les forces aériennes turques bombardèrent des villages kurdes d'Irak. 15.000 soldats turcs, renforcés par l'armée irakienne, pénétrèrent le territoire kurde d'Irak, sur une distance de 40 km. 20.000 à 30.000 victimes civiles kurdes, dont une majorité de femmes, d'enfants et de vieillards, furent le bilan de cette opération.

La deuxième fois, ce fut en octobre 1984. Pour poursuivre les combattants de P.K.K., les commandos turcs lancèrent l'"Opération Soleil" et l'armée traversa la frontière kurde d'Irak, mais cette fois sans lancer de bombes.

La troisième fois, ce fut le 15 août 1986. L'armée turque bombarda de nouveau les villages kurdes d'Irak et des forces spéciales pénétrèrent dans le territoire irakien. Si cette fois encore l'objectif avoué était de poursuivre les hommes de P.K.K., l'objectif non avoué, exprimé cependant par les journaux turcs pro-gouvernementaux, était la reprise des deux villes pétrolifères kurdes, situées au Kurdistan d'Irak, Mossoul et Kirkouk. En fait, la Turquie n'a jamais pu avaler le détachement de ces deux villes de l'empire ottoman et leur annexion par les Anglais à l'Irak, après la première guerre mondiale, à cause de leur richesse en pétrole et de l'existence d'une importante minorité turque. Dans les milieux expansionnistes turcs, on parlait même de la création d'une république turque de Kirkouk, dans le cas où l'Irak perdrait la guerre contre l'Iran ! N'oublions pas que cela arriva à Chypre aussi ! Heureusement que l'Iran refusa de collaborer à la réalisation de ce plan et



qu'il y eut beaucoup de protestations à l'intérieur de la Turquie à ce propos.

La quatrième fois, ce fut le 4 mars 1987. Environ 30 avions militaires turcs pénétrèrent le territoire kurde d'Irak, sur une distance de 70 km, et lancèrent des bombes à napalm, tuant environ 170 civils.

Déportations

Les premiers mois de l'année 1987, environ 50.000 Kurdes furent déportés de plus de 234 villages de la région de Dersim vers l'Anatolie du Sud. En plus, un plan fut préparé pour évacuer 275 autres villages des régions d'Erzincan, Erzurum et Kars.

Grèves de la faim

Au mois de juin 1987, plus de 2.000 prisonniers kurdes et turcs commencèrent une grève de la faim dans plusieurs prisons turques, pour protester contre les traitements inhumains et la torture. Le 17 août, le ministre de la justice annonça que depuis le coup d'état du 12.9.1980, 1.244 détenus étaient morts en prison.

Dans son rapport du 15 juin 1987, Amnesty International déclara que les tortures continuaient en Turquie.

Un gouverneur spécial pour le Kurdistan

Afin de plaire à la Communauté Européenne, le gouvernement turc leva l'état de siège le 19 juillet 1987 dans toutes les provinces de Turquie, donc y compris au Kurdistan. Mais, le même jour, huit provinces kurdes, Diyarbakir, Hekkari, Mardin, Siirt, Tunceli (Dersim),

Elazig, Bingol et Van, furent placées sous l'autorité d'un "super-gouverneur", Hayri Kozakçioğlu, qui détient depuis lors tous les pouvoirs arbitraires des commandants de la loi martiale, et, le 19 août 87, le gouvernement envoya au Kurdistan un corps armé spécial de combat, dirigé par un super-commandant. En plus de ces provinces kurdes, Istanbul aussi reste sous l'état d'urgence. Les tribunaux militaires continuent à juger et condamner des prisonniers politiques détenus avant la levée de la loi martiale.

Elections anticipées

Le 29 novembre 1987, eurent lieu en Turquie des élections anticipées. Le premier gagnant fut évidemment le parti de la Mère Patrie (ANAP) du premier ministre Turgut Ozal et, face à lui, deux autres partis : le parti populiste social-démocrate (SHP) d'Erdal İnönü (24.7% des votes) et le parti libéral de la Juste Voie (DYP) de Süleyman Demirel (19% des voix).

Pendant la campagne électorale, les deux secrétaires généraux du Parti Communiste Unifié de Turquie, MM. Haydar Kutlu et Nihat Sargin, réfugiés en Europe depuis sept ans, annoncèrent leur volonté de légaliser le nouveau parti issu de l'union du Parti Communiste de Turquie et du Parti Ouvrier de Turquie, et de participer aux élections. Ils se rendirent en Turquie le 16 novembre 1987, accompagnés de trente parlementaires et journalistes européens. Dès leur arrivée à l'aéroport d'Ankara, ils furent arrêtés et torturés ! Actuellement ils se trouvent encore en prison.

Le cas Beşikçi

Né en 1939, İsmail Beşikçi est un sociologue



İsmail Beşikçi, sociologue turc, dans sa cellule

turc hors du commun. A cause d'une thèse scientifique dans laquelle il prouvait l'existence du peuple kurde et qu'il avait présentée en 1969, il fut chassé de l'université et emprisonné à la prison de Diyarbakir en juin 1971. Il fut libéré en 1974, puis arrêté de nouveau en 1978, condamné à 25 ans de prison et transporté dans une dizaine de prisons turques. Il fut libéré le 25 mai 1987, en application d'une récente loi permettant la libération des prisonniers qui ont purgé 40% de leur peine. Au total, Beşikçi passa 10 ans et 10 mois en prison sans avoir fait de politique et uniquement pour avoir affirmé scientifiquement l'existence du peuple kurde ! Sa libération n'aurait d'ailleurs pas pu avoir lieu sans une grande pression internationale. Avant sa libération, il fut désigné plusieurs fois par Amnesty International comme "prisonnier du mois", par l'Institut Kurde de Paris comme membre d'honneur et proposé par deux parlementaires australiens et un député allemand au Parlement Européen pour le prochain Prix Nobel de la Paix. A sa sortie de prison, M. Beşikçi déclara qu'il ne reniait pas ses idées et qu'il continuerait à les défendre.

Le double jeu de la Turquie

La Turquie qui, depuis Ata-Turk, se vante d'être laïque et européenne, joue un double jeu très dangereux. Décidée coûte que coûte de devenir membre à part entière de la Communauté Européenne, elle déposa officiellement sa candidature à la C.E.E. le 14 avril 1987, et le 15 avril 87 à l'U.E.O. (Union de l'Europe Occidentale). Elle est déjà membre de l'OTAN, du Conseil de l'Europe, de l'O.C.D.E. et elle est signataire de la Convention Européenne

des Droits de l'Homme et de l'Acte d'Helsinki. L'Europe hésite de l'accepter en son sein, car malgré le fait que la Turquie est un allié indispensable sur le plan militaire et stratégique, face à l'Union Soviétique, sa situation économique désastreuse n'encourage pas cette alliance économique. D'autre part, malgré une laïcité superficielle, la Turquie, profondément asiatique et musulmane, flirte avec les pays musulmans riches en pétrole et soutient fermement la Ligue Mondiale Islamique "Rabitat". Ainsi, le gouvernement turc est en butte à ses propres contradictions : il effectue de petites libéralisations pour plaire à l'Europe et aux Etats-Unis, mais ne peut aller à l'encontre du mal ancré en lui : une très longue tradition de militarisme et de fascisme.

Pour ce qui est de la repression particulière du peuple kurde, quelle que soit sa forme et quel que soit le gouvernement qui l'exerce, il est un fait que le sol kurde est depuis de longues années un chantier militaire : les deux tiers de l'armée turque, soit 300.000 hommes, y sont installés et soutenus par les forces de l'OTAN. Disposant des armes les plus sophistiquées, ils y font la loi.

Lorsqu'on sait que les responsables turcs nient encore aujourd'hui le génocide arménien, reconnu par le Parlement Européen à Strasbourg le 18 juin 1987, et se déchaînent contre les parlementaires qui eurent le courage de le dénoncer (voir annexe), il ne faut pas s'étonner que ces mêmes responsables nient le génocide kurde, non seulement passé, mais aussi présent.

Incident au parlement turc

Le 19 janvier 1988, le député d'Istanbul

Mehmet Ali Eren, social-démocrate (SHP) et d'origine kurde, demanda au parlement turc, en dehors de l'ordre du jour, de s'occuper du problème kurde et d'essayer de lui trouver des solutions.

Cette intervention inattendue fit l'effet d'une foudre ! Les députés de droite et beaucoup de ceux du parti de M. Eren lancèrent des cris de protestation et tapèrent sur les bancs. L'événement fit la une des journaux turcs pendant plusieurs jours. Le président du parti SHP, Erdal İnönü, essaya de "défendre" son député en "corrigeant" le lendemain l'intervention de M. Eren et en disant qu'il s'était mal exprimé, qu'au lieu de parler de minorité nationale, il aurait dû dire qu'en Turquie il existe des "langues maternelles différentes" !

L'U.S.A. considère les Kurdes de Turquie comme une minorité nationale

Le 11 février 1988, le département d'Etat américain a souligné dans son rapport annuel sur les droits de l'homme dans le monde en 1987 qu'il est nécessaire que la Turquie reconnaisse les droits de la "minorité nationale" kurde. Cela a provoqué la colère du gouvernement et de la presse turcs. En outre, le rapport affirme l'existence de la torture en Turquie.

Ceci montre que la répression sur le peuple kurde est telle que même les Etats-Unis, le principal allié de la Turquie, ne peuvent plus la nier. Avant le gouvernement américain, le Parlement Européen avait reconnu "le fait kurde" dans son rapport sur le génocide arménien, le 18 juin 1987.

Prison de Diyarbekir : grève historique

Le 9 février 1988, les détenus de la prison de Diyarbekir, la plus sinistre des prisons turques, ont commencé une grève de la faim illimitée après avoir précisé leurs revendications en 30 points. Les plus importants étaient :

- pouvoir parler le kurde avec leurs visiteurs!
- amélioration des conditions de vie en prison.
- suppression du port du costume de prison.
- arrêt des décisions du tribunal militaire et réexamen des procès.
- obtention du statut de prisonniers politiques.

A l'extérieur, le Comité de Soutien aux familles des grévistes organisa une conférence de presse en kurde et une manifestation silencieuse. En outre, les deux députés kurdes du parti social-démocrate SHP, Adnan Ekmen, député de Mardin et Mahmut Alinak, député de Kars, ont aussi fait la grève de la faim ! Le président de ce parti, Erdal İnönü, a trouvé que ces deux députés allaient trop loin et les a sommés de rentrer à Ankara.

Cette action historique a obligé le Premier Ministre, Turgut Ozal, d'accepter le 18 février que l'on parle le kurde et de promettre des améliorations dans les prisons. Mais, vu que le gouvernement turc n'a pas apporté de solutions à la plupart de leurs problèmes, les prisonniers continuent leurs grève de la faim et sont soutenus par ceux d'autres prisons....



KURDISTAN D'IRAN

Jusqu'à l'apparition de l'Islam, les peuples iraniens constituèrent des états où Kurdes et Persans vivaient côte à côte. Cette cohabitation pacifique était due en grande partie à leur ressemblance ethnique et traditionnelle. A part quelques tentatives de raidissement de certains Chahs, les Kurdes étaient laissés en paix.

Mais, au XVI^e siècle, le Chiisme étant devenu le rite religieux officiel de la dynastie des Safevides, les Kurdes sunnites prirent le parti du Sultan ottoman Selim, sunnite, contre le Chah persan Ismaïl, chiite. Ainsi, lorsque le nationalisme persan devint despotique, le nationalisme kurde s'éveilla et résista.

En 1920, sous l'effet du Traité de Sèvres, du soulèvement des Kurdes d'Irak dirigé par le Cheikh Mehmoud El-Berzendji, et de la faiblesse du gouvernement de Téhéran, un grand soulèvement eut lieu au Nord du Kurdistan d'Iran, dirigé par Ismaïl Agha Simko, chef de la tribu de Chikak et gouverneur d'Ouchnou. Celui-ci put prendre sous son contrôle, entre 1920 et 1925, toute la région de l'Ouest du Lac d'Ourmieh et appela à l'indépendance de tout le Kurdistan.

En 1922, la réplique de Riza Khan, devenu plus tard Riza Chah, fut très dure. Il déporta des dizaines de chefs de tribus, les mit en résidence surveillée à Téhéran et confisqua leurs propriétés. En plus, il interdit toute organisation kurde, qu'elle soit sociale, culturelle ou économique.

En 1925, ce même Riza Chah, arrivé au pouvoir par un coup d'état soutenu par les Anglais, réprima le soulèvement kurde de Chahrik, dirigé par Simko, et le 21 juin 1930, la police tendit à celui-ci un guet-apens et l'assassina.

En 1931, en même temps que le soulèvement du Mont Ararat au Kurdistan de Turquie, eut lieu au Sud du Kurdistan d'Iran une autre insurrection dirigée par Jafar Sultan et soutenue matériellement par les Kurdes de Turquie et ceux d'Iran de la région de Makou. Le gouvernement turc réagit vivement et lança un ultimatum au gouvernement persan afin qu'il ferme la frontière et désarme les Kurdes de Turquie, et le gouvernement persan imposa une censure totale sur ces événements frontaliers, mais il fut très vite évident que la situation était loin d'être réglée. Les Kurdes Djelali et Hayderani de la région de Makou avaient formé des foyers de résistance sous la direction d'un kurde de Turquie, Ferzende. Quant au soulèvement d'Ararat, il fut écrasé par les deux armées, turque et persane.

Suivant l'exemple du gouvernement turc, le gouvernement persan déporta en masse les Kurdes Djelali qui vivaient dans la région s'étendant entre l'Ararat et la frontière soviétique. Selon J. C. Edmonds (Kurdes, p. 307), un voyageur croisa au début d'avril 1931 une colonne de dix kilomètres de Kurdes déportés au Nord et comprenant presque uniquement des femmes et des enfants.

De mars à juillet 1931, les Kurdes firent subir de lourdes pertes aux forces persanes, et devant cette résistance, le régime despotique du Chah Riza se trouvant dans l'incapacité d'y répondre, se livra à l'intrigue en engageant des négociations avec les insurgés. Les Kurdes rendirent leurs armes en échange de leur sécurité, mais le jour même, l'aviation iranienne bombarda le village où se trouvait les Kurdes !

En 1934, Riza Chah rendit visite à Ata-Turk et en 1937, le Pacte de Saadabad fut signé entre la Turquie, l'Irak et l'Iran (voir Kurdistan de Turquie). Malgré tous ces accords, la situation conflictuelle entre les Kurdes et

le gouvernement iranien dura jusqu'à la veille de la 2e guerre mondiale.

1946 : La République Kurde de Mahabad

En 1941, les forces alliées soviétiques et britanniques envahirent l'Iran et firent écrouler le régime de Riza Chah, père du dernier Chah d'Iran. Les forces soviétiques occupèrent le Nord et celles des Britanniques le Sud. L'armée iranienne abandonna ses armes et les laissa aux tribus kurdes habitant les montagnes, au nord du Kurdistan d'Iran. Quant aux tribus kurdes vivant au sud du Kurdistan d'Iran, près de la route Kermanschah-Bagdad, elles furent contrôlées par l'armée britannique.

C'est entre ces deux zones d'occupation que les Kurdes réussirent à avoir une liberté de manoeuvre. Dans cette région où le mouvement national kurde avait de longues traditions, le gouvernement iranien reconnut les deux chefs tribaux, Mahmoud Khan et Hama Rachid Khan, comme gouverneurs semi-officiels, mais plus tard, lorsque l'armée iranienne se réorganisa, elle les repoussa en Irak.

C'est dans la seule ville importante existant dans cette petite zone, Mahabad, autrefois Saudj Boulak, que commença le mouvement national kurde.

En 1942, une douzaine de jeunes kurdes, pour la plupart petits commerçants et petits fonctionnaires, fondèrent le Komela Jiyani Kurd (Comité de la Renaissance Kurde). Le Komela se développa très rapidement dans les autres régions du Kurdistan d'Iran ainsi que dans les autres parties du Kurdistan. Des sections furent créées au Kurdistan d'Irak et de Turquie. Les Kurdes découvrirent que ce nouveau comité était beaucoup plus fort que les partis nationalistes traditionnels.

En avril 1943, une nouvelle direction fut élue, car il manquait au Komela un programme politique solide.

En août 1945, un nouveau parti fut fondé, le Parti Démocratique du Kurdistan (P.D.K.) dont faisait partie tous les membres du Komela. L'un des principaux fondateurs était Qazi Muhammed, juge, intellectuel et personnalité politique et religieuse respectée. Ce parti gagna rapidement l'appui de la majorité du peuple kurde et le 22 janvier 1946, lors d'un grand meeting populaire, la République Kurde de Mahabad fut proclamée et Qazi Muhammed élu Président.

Cette république éphémère qui dura moins d'un an, atteignit cependant des buts importants: des décrets réglementèrent l'administration et les finances. Des mesures sociales furent prises et la terre fut cadastrée. La langue kurde devint officielle et fut utilisée dans l'administration et l'enseignement. Les hautes fonctions administratives furent occupées par des Kurdes. Des livres furent imprimés en langue kurde, également des revues dont une destinée aux femmes et une autre aux enfants. Une station radiophonique fut inaugurée. Le drapeau kurde fut dressé et un chant kurde connu "Ey Reqib" (O, ennemi), devint hymne national.

Le 23 avril 1946, les Kurdes signèrent un traité d'amitié avec l'Azarbaydjan. Dans ce pays, parallèlement aux aspirations nationales, de larges réformes économiques et sociales furent effectuées. Au Kurdistan, les buts étaient moins radicaux car la région fut plus arriérée.

Qazi Muhammed demanda à Téhéran la création d'une province réunissant tous les territoires kurdes en Iran, avec une autonomie administrative et une force militaire locale. Mais, avant la fin des discussions, le gouver-



Qazi Muhammed, Président de la République de Mahabad, 1946.

nement iranien concentra des forces militaires contre l'Azarbaydjan et la République Kurde. En ce moment, un grand nombre d'intellectuels kurdes, dont des journalistes, des députés au Parlement iranien vivant hors de la République de Mahabad, présentèrent au gouvernement iranien un **Mémoire** dans lequel ils réclamaient la constitution d'un conseil supérieur du Kurdistan, composé de six membres, trois Iraniens et trois Kurdes.

En juin 1946, le gouvernement de Téhéran attaqua les démocrates azarbaydjanais. Le 15 décembre de la même année, à la veille des élections, Sadr Qazi, frère de Qazi Muhammed et député au parlement iranien, fit savoir au gouvernement que les Kurdes étaient prêts à recevoir pacifiquement les contingents iraniens chargés d'assurer "la liberté des élections" prochaines. Les troupes de Melleh Mustapha Berzani reçurent l'ordre d'évacuer immédiatement Mahabad et de quitter le territoire iranien.

Le 17 décembre 1946, Qazi Muhammed, Sadr Qazi et des membres du gouvernement de Mahabad furent arrêtés, et à la fin de mars 1947, ils furent tous traduits devant une cour martiale, condamnés à mort et exécutés.

Aussitôt après la chute de la petite République de Mahabad, le gouvernement iranien détruisit l'imprimerie de Mahabad, brûla les ouvrages en langue kurde et interdit l'enseignement dans cette langue.

Une période de répression politique commença. La majorité des militants et cadres responsables du Parti Démocratique du Kurdistan et de la République de Mahabad furent soit exécutés, soit emprisonnés. Mais la jeunesse



Le Conseil Culturel du gouvernement de Mahabad

kurde réagit, et dès 1948, des publications clandestines kurdes circulèrent dans la région de Mahabad.

Le 4 février 1949, il y eut un attentat contre le Chah, à l'université de Téhéran. Le gouvernement, encouragé par l'Anglo-Iranian Company, écrasa le mouvement démocratique dans tout le pays. Les Kurdes, bien sûr, ne furent pas épargnés. Mais, lorsque Dr Mossadegh, personnalité progressiste estimée par la majorité de la population iranienne, arriva au pouvoir, les partis progressistes clandestins en furent réjouis.

En 1952, lors des élections, le candidat du Parti Démocratique du Kurdistan remporta entre 80 et 99% des votes de la ville et des différentes régions de Mahabad. Ces élections furent annulées et le gouvernement désigna un religieux de Téhéran comme député de Mahabad.

Au cours de la même année, les paysans de Bokan, dirigés par le P.D.K., se soulevèrent contre la tyrannie des féodaux et des gendarmes. Le mouvement gagna rapidement la région située entre Bokan et Mahabad. Mais, par ordre du Chah, les forces armées iraniennes, assistées par des féodaux kurdes, écrasèrent le soulèvement.

Durant la campagne du gouvernement Mossadegh pour la nationalisation de l'industrie pétrolière contrôlée par l'Anglo-Iranian Oil Company, ainsi qu'après la nationalisation, le Kurdistan d'Iran donna son appui à Mossadegh.

Le 3 août 1953, le peuple kurde vota unanimement pour la limitation des pouvoirs du Chah. Mais, le 19 août de la même année, eut

lieu un coup d'état organisé par la C.I.A. et le gouvernement national du Dr Mossadegh fut renversé. Le but du coup d'état fut de rétablir un régime réactionnaire et pro-impérialiste en Iran. La nationalisation du pétrole fut annulée. Toutes les organisations démocratiques furent supprimées, des milliers de démocrates et de patriotes emprisonnés, des centaines de militants de tous les courants politiques d'opposition exécutés.

Le 4 février 1956, le régime du Chah, encouragé par l'écrasement du mouvement démocratique, sûr de l'appui des signataires du pacte de Bagdad, attaqua le dernier foyer libre du Kurdistan d'Iran, se trouvant au nord de Kermanschah, près de la frontière irakienne, région occupée surtout par la tribu des Djouarno. Elle gardait une sorte d'autonomie locale, car ses montagnes difficiles d'accès lui permirent de se défendre. Des milliers de soldats, des blindés et des avions attaquèrent les villages kurdes. Le gouvernement irakien se hâta d'aider l'armée impériale. Les Djouarno encerclés quittèrent leurs villages et se réfugièrent dans les montagnes, car le combat fut inégal. La fameuse forteresse des Djouarno, symbole de leur liberté, fut bombardée et réduite en cendres.

Le 14 juillet 1958 eut lieu la révolution irakienne qui renversa le régime du roi Faysal et de son premier ministre Nouri Seid, détruisit l'une des bases les plus sûres de l'impérialisme et ouvrit la voie aux forces démocratiques et aux organisations kurdes. Cette révolution eut, inévitablement, une grande répercussion en Iran, et plus particulièrement au Kurdistan d'Iran.

La politique de répression continua et

ş'aggrava tout au long du règne du Chah. En septembre 1973, à son congrès, le P.D.K.I. formula son programme ayant un objectif politique clair : transformer l'Iran en une république démocratique, laïque et fédérale, non alignée, débarrassée des bases étrangères et de la mainmise économique d'une caste d'affairistes liés aux multinationales. Ce programme gagna progressivement l'adhésion de très larges couches de la population kurde, y compris une bonne partie du clergé kurde.

Après l'accord d'Alger du 6 mars 1975, conclu entre l'Iran et l'Irak, et qui causa l'effondrement du mouvement kurde d'Irak, dirigé par Mustapha Berzani, les frontières iraniennes habitées par les Kurdes furent surveillées par tous les moyens.

Pendant les dernières années de la dictature du Chah, le Kurdistan d'Iran fut militarisé, et toute autorité fut exercée par les officiers de l'armée, de la police, de la gendarmerie et notamment par les gens de la Savak, la tristement célèbre police secrète iranienne. Un contrôle sévère de tout mouvement de population fut établi. Chaque paysan kurde se rendant de son village à un autre lieu devait en informer les maires des deux localités. Ceux-ci, à leur tour, avaient le devoir d'informer la gendarmerie de la visite de tout inconnu.

La politique d'assimilation aussi continua. Toute demande, même d'un minimum de droits nationaux, fut réprimée avec la plus grande sévérité. Cette politique d'oppression s'appliqua, plus ou moins, aux autres peuples d'Iran. En effet, malgré l'existence de six nationalités en Iran : Persans, Azarbaydjanais, Kurdes, Baloutches, Arabes et Turkmènes, et

malgré le fait que les Persans ne constituent que 40% de la population d'Iran, seules la langue et la culture persanes sont reconnues.

1979 : la Révolution Islamique

Les Kurdes, les mouvements des Moudjahidines et des Fedayines furent les plus combattifs lors du renversement du régime despotique du Chah. Le 10 et 11 février 1979, les partisans (pêchmerge) du P.D.K.I. s'emparèrent des casernes de Kermanschah, Ourmiyeh et Sanandaj, et après le renversement de la monarchie, les Kurdes profitèrent de la situation pour mettre en place une administration autonome. Partout, dans les villes et les campagnes, des conseils révolutionnaires furent élus par la population pour gérer les affaires économiques, culturelles et administratives locales. Des milices populaires équipées d'armes saisies dans les arsenaux s'occupèrent de la défense. Pour la première fois depuis 33 ans, toutes sortes de publications parurent "légalement" en langue kurde. A Mahabad, le poète Hêmîn inaugura un cours de langue et littérature kurdes où les jeunes enfants côtoyaient leurs parents et grands-parents. Dans les administrations, le kurde fut utilisé, à côté du persan, comme langue officielle. Au cours de cette période exceptionnelle se constituèrent une quinzaine de groupements politiques, sans qu'il y ait le moindre désordre.

Le 3 mars 1979, le P.D.K.I. annonça à Mahabad sa légalisation, après 33 ans de clandestinité, devant 200.000 personnes. Cela inquiéta fort le nouveau régime islamique. Quelques semaines plus tard, les Turkmènes et les Arabes revendiquèrent aussi leur autonomie.

L'attitude de l'Ayatollah Khomeyni

Le 18 mars 1979, l'aviation et les hélicoptères attaquèrent la population civile de Sanandaj pour avoir refusé la réquisition de denrées alimentaires au profit de la caserne. Les affrontements durèrent trois jours, faisant 400 morts. Suite à cela, les autorités iraniennes envoyèrent sur les lieux l'Ayatollah Talaghani qui avait la réputation d'être progressiste. Celui-ci conclua avec les Kurdes un accord de cessez-le-feu et promit publiquement un statut d'autonomie pour les "minorités ethniques", notamment pour les Kurdes.

Le 28 mars 1979, une délégation kurde se rendit à Qom et présenta à l'Ayatollah Khomeyni un mémorandum comprenant les revendications des Kurdes. La réponse de Khomeyni fut négative. A propos de l'autonomie et de la démocratie, il dit que ces "deux mots ne figurent pas dans le Coran, sont étrangers à l'Islam". D'après lui, dans la "république islamique, tous les musulmans auront des droits égaux". La délégation kurde décida alors de rencontrer M. Bazargan, premier ministre à l'époque. Son gouvernement créa une commission de trois ministres pour négocier avec cette délégation. En pleine négociation, quelques membres du Comité Khomeyni tirèrent, dans la petite ville de Naghadeh, sur la foule qui inaugurait le bureau local du P.D.K.I.

Le 22 avril 1979, l'armée entra à Naghadeh en amenant avec elle les Pasdars (gardiens de la révolution), miliciens islamiques mis sur pied par Mustapha Tchamran. Ces miliciens exécutèrent, pillèrent... Les morts se comptaient par centaines. Toute la population quitta la ville et se réfugia à Mahabad. Dans la presse officielle iranienne il s'agissait de



la punition des "ennemis de l'Islam et de la révolution", et Khomeyni traitait les Kurdes de tous les noms : "agents de l'impérialisme, du communisme et du sionisme.... ". Dorénavant, dès que les Pasdars s'approchaient d'une ville ou d'un village, la population kurde l'évacuait et demandait aux Pechmerge de défendre ses biens. Par tous les moyens, les autorités iraniennes essayaient d'implanter les Pasdars au Kurdistan. Cela provoqua toute une série d'accrochages et d'affrontements au cours de l'été 79, à Marivan, Sera et Paveh.

Le référendum sur la République Islamique qui ne prévoyait aucun droit à l'autonomie fut boycotté au Kurdistan. Le taux d'abstention s'éleva à 85-98%.

Le 3 août 1979, 75 experts furent élus à la mini-constituante. Parmi eux, seulement deux non-religieux, dont Dr Abdurrahman Ghassem-lou, secrétaire général du P.D.K.I., qui se présenta aux élections en son nom personnel.

Le P.D.K.I. essaya de former un **front** avec les Fedayyines, les Moudjahidines, le Front Démocratique, certaines sections du Parti Communiste Iranien Toudeh et tous ceux qui revendiquaient un régime laïc, démocratique et fédéral. Le mouvement kurde envisagea de réunir le 25 août, à Mahabad, à un **Congrès des Peuples Opprimés d'Iran**, des délégués arabes, azarbaïdjanais, baloutches, turkmènes, etc. Mais....

Le 17 août 1979, Khomeyni prononça son fameux discours dans lequel il qualifia les Kurdes d'"enfants de Satan", de "plus grands des infidèles...." et demanda à l'armée de les écraser rapidement. Le 5 septembre de la même année, l'armée occupa les centres urbains



kurdes. Tout le potentiel militaire iranien disponible fut mobilisé : des colonnes de blindés, des hélicoptères, des bombardiers Phantom.... Les Pasdars arrivèrent des provinces les plus éloignées de l'Iran.

Pour éviter le massacre des civils, les Kurdes évitèrent une guerre frontale classique qui aurait provoqué un bain de sang. Ils préférèrent la lutte de guérilla. La population évacua les villes et les villages et les Pechmerge se réfugièrent dans les montagnes. Les villages les plus touchés par les bombardements furent ceux situés autour de Mahabad, Sanandaj et Saqez.

Le 5 septembre 1979, toute la population du village de Qarneh, près de Mahabad, 67 personnes, surtout des femmes, des enfants et des vieillards qui ne purent pas prendre le maquis, furent massacrés par les Pasdars. L'armée se contenta d'occuper les casernes et les tribunaux islamiques ordonnèrent près de 200 exécutions sommaires. Un millier de jeunes kurdes, dont la plupart ne faisaient partie d'aucune organisation furent détenus. Le 16 octobre de la même année, 47 habitants du village de Nefsan, près de Sardacht, trouvèrent la mort dans des conditions similaires.

Au courant du même mois d'octobre, la guérilla s'amplifia considérablement : exécution du chef de la police de Mahabad, enlèvement de l'envoyé spécial de M. Bazargan au Kurdistan, embuscade qui coûta la vie à 72 Pasdars sur la route de Sardacht....

Au début de novembre 1979, après des combats très violents à Mahabad, les dirigeants iraniens proposèrent de négocier. Les dirigeants kurdes proclamèrent un cessez-le-feu durant

les négociations avec la délégation gouvernementale. Le 17 novembre, Khomeyni adressa aux Kurdes un message où il déclara ceci (1) : "Ceux qui vous ont accusés de complot contre la République islamique sont des calomnieux.... Je vous tends la main humblement, et je vous supplie de sauvegarder notre unité, toute division ne pouvant profiter qu'à l'impérialisme américain". Cela n'était pas étonnant, car tout l'Iran était préoccupé par la prise d'otages à l'Ambassade américaine à Téhéran par les étudiants islamiques. Khomeyni appela à l'unité nationale contre l'impérialisme américain !

La guerre irano-irakienne, commencée le 22. 9. 1980 et déclenchée par l'Irak, ennemi séculaire de l'Iran, nuit terriblement à l'ensemble des populations des deux pays. En plus du drame humain et du traumatisme profond qu'elle engendre, les deux pays sont ruinés économiquement. En 1985, cette guerre coûta à l'Iran 36 millions de dollars par jour ! Malgré cela, aucun des deux régimes ne veut y mettre fin, car tous les deux sont tyranniques et impopulaires, et ce n'est que par la guerre qu'ils peuvent détourner l'attention de leurs populations des vrais problèmes économiques et sociaux des deux pays et se maintenir au pouvoir. Le P.D.K.I. essaye depuis plusieurs années de former un vaste front avec l'ensemble des forces démocratiques d'opposition en Iran, mais il rencontre beaucoup de difficultés à cause de la division de cette opposition. Malgré le manque d'entente, plusieurs mouvements iraniens, comme celui des Moudjahidines, mènent une lutte armée au Kurdistan !

(1) Le journal "Le Monde" du 22.11.1979.

L'armée iranienne stationnée au Kurdistan compte 200.000 hommes, contre 12.000 Pechmerge du P.D.K.I. et quelques milliers d'un petit parti kurde, le Komela ! Elle n'arrive pas à venir à bout du mouvement kurde, car d'une part il est soutenu par l'ensemble de la population kurde, et d'autre part les Pechmerge sont rompus à l'art de guérilla. Au début, cette armée était concentrée sur certains points, mais plus tard, afin d'anéantir la lutte kurde, elle s'est répartie sur 3.000 bases militaires, transformant ainsi l'ensemble du Kurdistan en un champs militaire et formant de petits groupes installés dans chaque village de 40 à 50 familles. Les petits villages sont détruits ou incendiés et leurs habitants contraints de partir à l'aventure.

Les Pechmerge se sont vite adapté à cette nouvelle tactique et ils harcèlent sans trêve ces bases militaires. Ainsi, l'armée de Khomeyni s'affaiblit elle-même en choisissant la tactique de la dispersion !

Quant à la population civile, plus de 5.000 familles, soit près de 30.000 personnes, furent contraintes de fuir leurs villes et villages. En octobre 1987, 800 familles, soit environ 4000 personnes, vivant dans 24 villages de la région de Bolfat reçurent l'ordre de quitter leur village et d'"aller où ils veulent" et durant les deux mois suivants dix villages de la région d'Alan furent incendiés.

Sur le plan international, sauf certaines missions médicales et quelques journalistes, aucune organisation internationale ne répond à l'appel des Kurdes d'envoyer une mission d'observation !

KURDISTAN D'IRAK

L'annexion du Kurdistan méridional à l'Irak arabe fut effectué uniquement en fonction des intérêts britanniques et contre le gré de la population kurde. En effet, les Britanniques occupèrent partiellement la ville de Mossoul, célèbre par ses gisements de pétrole, après la conclusion de l'Armistice de Moudros entre les alliés et le sultan turc le 30 octobre 1918. Mais, en 1919, toute la région de Suleymanieh leur échappa, car elle fut mobilisée par Cheikh Mehmoud El-Berzendji. D'après Sir Arnold Wilson (*) : "Les Kurdes ne voulaient ni faire retour au gouvernement turc, ni être placés sous le contrôle du gouvernement irakien". Il recommanda à son gouvernement de rattacher à l'Irak arabe Mossoul et la région du nord allant jusqu'à l'Arménie. Mais lorsqu'en 1922, Mustapha Kemal remporta la victoire, il réclama le rattachement de Mossoul à la Turquie, au nom de la fraternité turco-kurde, devenue slogan officiel. Pour éviter ce danger, les Anglais et le gouvernement irakien du roi Faysal reconnurent solennellement aux Kurdes d'Irak le droit à l'autonomie, à l'intérieur des frontières irakiennes. Cette déclaration fut communiquée à la Société des Nations le 24 novembre 1922.

La politique britannique en Irak se résumait en une série de tâtonnements, d'avances, de reculs.... Et comme les Kurdes réclamaient l'application du traité de Sèvres, les Anglais permirent au Cheikh Mehmoud El-Berzendji de rentrer dans la ville de Suleymanieh, à sa

(*) WILSON A., Mesopotamia 1917-1920, London 1931, pp. 103, 127, 129, 134, 137.



Cheikh Mehroud El-Berzendji

sortie de prison. Celui-ci se proclama gouverneur du Kurdistan, émit des timbres fiscaux et postaux et fit éditer un journal, *Roja Kurdistan* (Soleil du Kurdistan), qui fut remplacé ensuite par *Bangê Heq* (Voix de la Justice).

Mais cette indépendance ne dura pas longtemps. Le 3 mars 1923, suite à des frictions avec Mehmoud El-Berzendji, les Anglais bombardèrent Suleymanieh. Cheikh Mehmoud dut s'enfuir en Perse. En 1924, il revint à Suleymanieh, de nouveaux raids eurent lieu et les Anglais l'obligèrent à fuir et à se réfugier à Pendjouine où il resta jusqu'à 1930.

Les Kurdes se rendirent alors compte qu'ils n'obtiendraient pas leurs droits malgré les garanties du gouvernement et de la Grande Bretagne qui avaient envoyé à la Société des Nations un "rapport spécial". Le 15 décembre 1925, la Société des Nations décida, dans sa trentième session, de rattacher le vilayet "province" de Mossoul à l'Irak, car le pays tout entier était sous mandat britannique. Mais elle ajouta qu'il devait être tenu compte du désir des Kurdes quant à la désignation des fonctionnaires d'administration de la justice, de l'enseignement... et que la langue kurde devienne la langue officielle. Suite à cela, six députés kurdes adressèrent, en 1929, au gouvernement de Bagdad une pétition pour qu'il constitue une unité administrative comprenant les provinces kurdes. Mais, le premier ministre refusa. Cela entraîna une série d'insurrections, de 1930 à 1933. En 1931, dix notables de Suleymanieh demandèrent à la Société des Nations de protéger un état kurde détaché de l'Irak. L'armée irakienne répliqua en attaquant la tribu de Berzan. Les hommes de la tribu furent les bombardements. et gagnèrent les

frontières où ils furent pendus par les Turcs !

A la veille de la deuxième guerre mondiale

En 1936, Melleh Mustapha Berzani fut transféré à Suleymanieh et y vécut en résidence surveillée pendant six ans. En 1937, deux organisations nationalistes kurdes virent le jour : Brayati (Fraternité), fondée par le Cheikh Latif, un des fils de Cheikh Mehmod El-Berzendji, et Azadi Kurd (Liberté kurde), fondée en 1938 par des jeunes Kurdes de Suleymanieh. En 1938, le groupe Darker fut formé par les jeunes de Suleymanieh. Ses membres furent recrutés parmi les jeunes intellectuels. Darker se développa en dehors de Suleymanieh et, dès 1940, des cellules clandestines de cette organisation furent créées à Erbil, Khanakin, Bagdad et Mossoul.

En 1941, les responsables de diverses organisations décidèrent, au cours d'une conférence, de se regrouper en un seul parti, Hiwa (l'Espoir). Ce nouveau parti rassembla tous les militants nationalistes kurdes, les intellectuels, les ouvriers, surtout ceux du secteur pétrolier de Kirkouk et du rail, les paysans et les officiers qui jouèrent un rôle très important. Il eut son siège en dehors du Kurdistan, avec des branches dans les principales villes du Kurdistan : Kirkouk, Erbil, Suleymanieh... Il publia une revue, Azadi.

Le rôle essentiel de ce parti fut d'aider Melleh Moustapha Berzani après sa fuite de Suleymanieh en 1943. Il joua aussi un rôle important dans la fondation du Komela Jiyani Kurdistan à Mahabad, au Kurdistan d'Iran.

La longue marche de Berzani

Le 13 juillet 1943, Berzani s'évada de



Mustapha Berzani

Suleymanieh et rejoignit sa région, Berzan, en faisant un crochet par l'Iran pour échapper à la police irakienne. Au début de son évasion, il chercha à avoir un accord avec les autorités irakiennes. Il leur demanda des réformes, car le Kurdistan d'Iraq était dans un état de misère désastreuse. Le long de cette année, Berzani, avec seulement 200 partisans, combattit l'armée irakienne composée de l'infanterie, de la police, de véhicules blindés et de l'aviation. En décembre 1943, les Anglais commencèrent à s'alarmer devant les succès remportés par Berzani. Ils envoyèrent des véhicules blindés à Diana, près de Rawendouz, et demandèrent aux Irakiens de retirer leurs troupes. Mais Berzani se garda bien d'attaquer Diana. Le 6 décembre de la même année, le parti Hiwa distribua une "proclamation du Quartier Général Kurde au généreux peuple irakien", contre la politique du gouvernement qu'il qualifia de "dictature florissante à l'ombre de la Charte Atlantique". Ainsi la simple rébellion revêtit une allure politique inquiétante pour les Anglais.

A la mi-décembre 1943, Cornwallis, ambassadeur du Foreign Office à Bagdad, s'entretint avec le Régent et le Premier Ministre, Nouri Seid, et leur exprima son inquiétude devant le "danger sérieux" du mouvement kurde. Cornwallis voulait surtout protéger les gisements de pétrole et les lignes de communication. Il écrit alors une lettre menaçante à Berzani et lui conseilla de se rendre.

Le 27 décembre 1943, Berzani répondit à "l'ultimatum" de Cornwallis et demanda une enquête sur ses "griefs". Il demanda aussi la libération de ses partisans et la levée du contrôle de la région de Berzan.

Les Anglais demandèrent au gouvernement irakien de donner certains droits aux Kurdes. Le Ministre kurde sans portefeuille, **Mejid Mustapha**, demanda l'établissement d'une véritable administration civile au Kurdistan. Mais aucune réforme importante ne fut appliquée. Le 14 avril 1944, Berzani écrit à Cornwallis, à l'officier politique de Mossoul et à Mejid Mustapha, pour se plaindre de la non application des promesses gouvernementales. Il termina en déclarant que lui-même et son propre peuple étaient prêts à conquérir leurs droits de leurs propres mains, pourvu que le gouvernement britannique n'y fasse pas objection.

Suite à la crise au Kurdistan, le gouvernement de Nouri Seid démissionna le 3 juin 1944. Les Anglais voulaient éviter tout incident et firent régner une trêve tacite. Les forces gouvernementales se retirèrent du nord du Kurdistan et la région fut pratiquement autonome. En avril 1945, Cornwallis fut remplacé par un nouvel ambassadeur, **Stonehewer Bird**. La loi d'amnistie fut votée au parlement irakien, mais elle exclua tous les militaires, policiers et fonctionnaires ayant participé au mouvement kurde.

Le départ de Cornwallis et la fin des hostilités en Europe marquèrent la fin des "relations spéciales" des Anglais avec Berzani. Les hostilités entre les Kurdes et le gouvernement irakien reprirent. Le 8 août 1945, le Conseil des Ministres irakien décida d'occuper militairement la région de Berzan. Et, sans écouter le conseil de prudence des Anglais, l'armée commença son offensive. Après plusieurs péripéties, un communiqué officiel annonça le 7 octobre de la même année que Berzani s'était enfui en Iran, avec quelques partisans.

De Mahabad, au Kurdistan d'Irak, Berzani proposa aux représentants de toutes les organisations kurdes d'Irak - car Hiwa avait éclaté en quatre parties - de se réunir. Ce qu'elles firent clandestinement à Bagdad, le 16 août 1946, pour le premier congrès du P.D.K. d'Irak (Parti Démocratique du Kurdistan). Le programme de ce nouveau parti était progressiste. A côté des revendications purement nationalistes - l'autonomie pour le Kurdistan d'Irak - il comportait des revendications sociales : réforme agraire, économique et sociale (nationalisation des ressources naturelles, séparation de la religion de l'Etat)... En plus, le P.D.K. participa au Front National avec le Parti du Peuple, le Parti National Démocrate et le Parti Communiste Irakien.

Après l'effondrement de la petite République de Mahabad à laquelle Berzani avait participé, il dut s'enfuir en U.R.S.S., en avril 1947, avec 500 hommes. Ils y restèrent 11 ans ! Cette "retraite des cinq cents" à travers les montagnes du Kurdistan resta légendaire dans l'histoire moderne du mouvement national kurde.

1947-1958 : le P.D.K. sans Berzani

Dès 1946, au moment où les fondateurs du P.D.K. se réunirent à Bagdad, une répression impitoyable s'abattit sur l'ensemble de l'Irak. Les partis de gauche furent interdits et leurs dirigeants arrêtés. La police tira sur la foule, lors des manifestations de masse à Bagdad et à Kirkouk. En janvier 1947, l'ancien premier ministre, Nouri Seid, revint au pouvoir. La répression devint alors plus dure encore. La police arrêta le secrétaire général du Parti Communiste irakien, **Youssef Selman**. Il fut

condamné à mort avec deux autres leaders, et les autres à des peines de prison.

Le 19 juin 1947, les quatre officiers qui avaient accompagné Berzani au Kurdistan d'Iran furent pendus à Bagdad. Les familles de ses partisans, qui étaient revenues en Irak après la chute de la République de Mahabad - environ 5.000 femmes, enfants et vieillards - furent enfermés dans un camp près de Diana. Les hommes valides qui n'avaient pas suivi Berzani en U.R.S.S. - environ un millier - furent emprisonnés à Kirkouk et Suleymanieh.

En 1948, le Traité de Portsmouth fut signé. Ce traité prévoyait la création d'un Conseil de défense commun irako-britannique, afin de réprimer le mouvement progressiste en Irak. Les affrontements entre la gauche irakienne et le gouvernement irakien devinrent très sérieux. Le long du mois de janvier, de violentes manifestations se succédèrent à Bagdad, tournant souvent à l'émeute. Le 28 janvier 1948, la dernière de ces manifestations fut sauvagement réprimée : 30 personnes tuées et 300 blessées. Le même soir, le gouvernement démissionna et son successeur renonça à signer le traité de Portsmouth.

Pendant la première guerre israélo-arabe, la loi martiale fut proclamée et la répression s'intensifia. Certains leaders du P.D.K. furent arrêtés pour "communisme", d'autres se réfugièrent à l'étranger et d'autres se cachèrent. Pendant cette période, le P.D.K. lutta à côté des partis progressistes irakiens.

Après la répression de 1947-1949, le P.D.K. resta pratiquement sans direction. En septembre 1950, les cadres du parti en liberté essayèrent de se réorganiser, et en mars 1951, le 2e

congrès du P.D.K. eut lieu. Ibrahim Ehmed devint secrétaire général deux mois après sa sortie de prison.

En 1955, le P.D.K. se divisa en deux branches, car depuis sa création en 1946, ce parti ne pouvait échapper à ce dilemme majeur: fallait-il donner la priorité à la question nationale ou à la question sociale ? Un an plus tard, en 1956, les deux tendances fusionnèrent à nouveau et formèrent le P.D.K.U. (Parti Démocratique Unifié du Kurdistan). Son secrétaire général Hamza Abdallah publia *Khebatî Kurdistan* (la Lutte du Kurdistan).

En 1958, après la naissance de la République Arabe Unie, issue de l'union entre l'Égypte et la Syrie, les Kurdes envisagèrent de faire une révolution contre la monarchie irakienne. Ils contactèrent Nasser en Égypte pour lui demander son aide et obtinrent des émissions en kurde à la radio du Caire.

Le 14 juillet 1958, la monarchie irakienne fut renversée par le général Abd El-Kerim Kassem. Le lendemain, le Cheikh Khaled Nakchbendi, personnalité kurde, fut nommé membre du Conseil de Souveraineté, aux côtés de deux personnalités arabes, l'une sunnite et l'autre chiite. L'article 3 de la Constitution Provisoire du 20 juillet 1958 stipulait : "La société irakienne est fondée sur la coopération totale entre tous les citoyens, sur le respect de leurs libertés. **Les Arabes et les Kurdes sont associés dans cette nation.** La constitution irakienne garantit leurs droits nationaux au sein de l'entité irakienne".

Pour la première fois, depuis la création de l'Irak, l'égalité des Arabes et des Kurdes fut affirmée officiellement. Elle fut symbolisée

par les armoiries de la nouvelle république : un poignard kurde croisé avec une épée arabe.

La nouvelle liberté de la presse fut bénéfique pour les Kurdes. Jusqu'ici les publications kurdes étaient purement littéraires ou historiques : **Hetaw** (Le Soleil), et **Gelawêj** (Pléiades) furent remplacés après la révolution par **Hîwa** (L'Espoir), **Jîn** (La Vie). En plus, d'autres publications parurent : **Pechkewtin** (Le Progrès), **Chefeq** (L'Aube) à Suleymanieh; **Beyan** (Le Manifeste) et **Roja Nû** (Le Jour Nouveau) à Kirkouk. A partir de 1959, le P.D.K. publia **Khebat** (La Lutte).

Malgré le grand espoir que la nouvelle république apporta aux Kurdes, les ambiguïtés du nouveau régime apparurent très tôt. **Abd El-Selam Aref**, vice-premier ministre et ministre de l'intérieur, de tendance nassérienne, et les **Baassistes** (du parti Baas. Baas veut dire Résurrection, donc retour au grand empire arabe) étaient des panarabistes et fervents partisans de l'union avec la République Arabe Unie, issue de la fusion de l'Egypte et de la Syrie. L'article 2 de la Constitution Provisoire proclamait que "l'Etat irakien fait partie intégrante de la nation arabe".

L'épreuve de force commença entre Kassem et Aref et elle finit par la victoire de Kassem. Celui-ci nomma Aref comme ambassadeur à Bonn, le 1er octobre, et autorisa le retour de Berzani en Irak.

7 octobre 1958 : retour de Berzani

Berzani arriva en avion à Bagdad après une escale au Caire où il rencontra Nasser. Ce n'est qu'en avril 1959 que ses compagnons arrivèrent en bateau. 400 hommes, 108 femmes

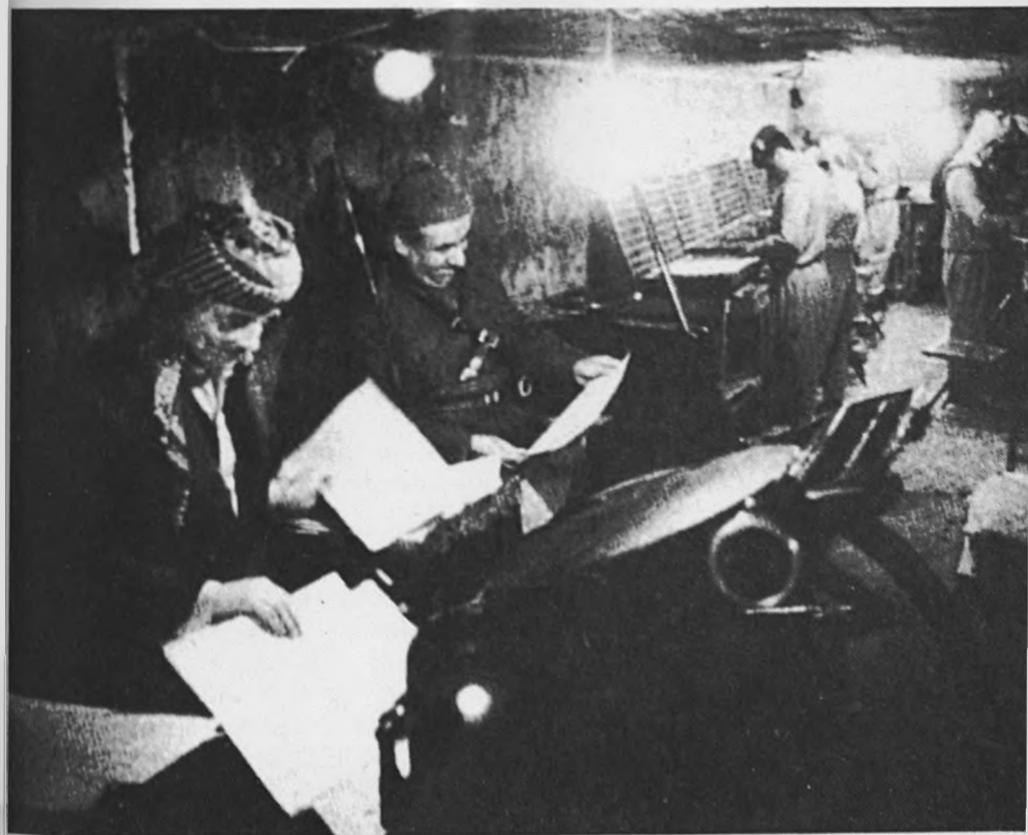
d'origine soviétique, surtout ouzbègue, et 225 enfants !

A la fin de novembre, Berzani proposa de créer un seul parti, et au 4e congrès, le P.D.K.U. redevint le P.D.K. Mais les deux années 1959 et 1960 furent une période très agitée pour toutes les parties concernées : les antagonismes entre, les différents chefs irakiens aboutirent à un conflit armé à Mossoul à l'intérieur de l'armée arabe et entre Kurdes et Arabes. Les différents entre deux tendances du P.D.K., gauche et droite, révélèrent ses problèmes internes. L'équivoque resta totale entre Berzani et le P.D.K., entre les Kurdes et Kassem, entre les Kurdes et les Communistes.

Au début de 1960, le journal gouvernemental El-Thawra (La Révolution), dans un article intitulé "la nationalité arabe et le problème des minorités", affirmait que le destin de la "minorité kurde d'Irak" était lié à celui de la nation arabe et que "cette minorité doit être assimilée". Il y avait donc pour les Arabes d'Irak une grande contradiction entre l'égalité des droits des deux peuples d'Irak - n'oublions pas que les Kurdes constituent 27% de l'ensemble de la population irakienne - et le rattachement de l'Irak à l'ensemble du monde arabe !

La lutte de libération 1961-1975

La guerre de 1961-1975 fut une série de mini-guerres entrecoupées de trêves plus ou moins longues. En 14 ans, quatre régimes différents se succédèrent à Bagdad après des coups d'état plus ou moins sanglants. Après chaque coup d'état, le nouveau régime au pouvoir prenait contact avec les Kurdes. Ceux-ci, épuisés par les combats contre le régime



Imprimerie souterraine

précédent, acceptaient un cessez-le-feu qui permettait aux nouveaux dirigeants de Bagdad de consolider leur pouvoir. Ces derniers, dès qu'ils se sentaient assez forts, reprenaient la même politique que les précédents, et le cercle vicieux recommençait....

Au printemps 1974, l'armée irakienne mena une grande offensive au Kurdistan. Pendant deux mois, l'aviation bombardait les villes et villages. La campagne d'arabisation continua dans trois secteurs cruciaux : Sindjar, Kirkouk et Khanaqin où les villages furent rasés au bulldozer. La commission de réforme agraire refusa d'attribuer des titres de propriété aux paysans kurdes et en attribuait systématiquement aux Arabes.

Suite à cette offensive, le mouvement kurde prit un essor sans précédent. L'immense majorité du peuple kurde se rallia à Berzani, et en particulier les étudiants et intellectuels kurdes vivant dans les grandes villes: Bagdad, Mossoul et Suleymanieh, malgré le fait qu'ils trouvaient en Berzani un féodal. Ceux qui étudiaient à l'étranger suspendirent leurs études pour rallier le mouvement kurde.

Quelques centaines de milliers d'expulsés politiques et de réfugiés kurdes fuyant la guerre ou chassés des régions arabisées, se joignirent également au mouvement. A la fin d'avril, Berzani fut obligé de demander au Chah d'Iran d'accepter les réfugiés kurdes en Iran, car son administration ne suffisait plus à les accueillir. A la fin de septembre, 110.000 réfugiés kurdes d'Irak furent installés dans des camps de réfugiés en Iran. Ils constituaient évidemment un gage entre les mains du Chah. Chaque jour, plusieurs dizaines de familles de réfugiés arrivaient à la frontière,

à Hadj Omran. Là, avant d'être transférées de l'autre côté de la frontière, elles devaient attendre plusieurs jours ou plusieurs semaines, campant à ciel ouvert, à 1.700 m. d'altitude, au milieu de leurs baluchons.

En automne 1974, après une bataille historique au Mont Hendrin dont l'altitude est de 2.875 m., les Kurdes purent libérer une partie du Kurdistan d'Irak, un territoire de 35.000 km². Depuis la République de Mahabad, ce fut la première fois que les Kurdes obtenaient une certaine autonomie. Toute une administration se mit en place : un cabinet de neuf ministres gérait les affaires courantes. Le gouvernement kurde fut dirigé par Sami qui fut en même temps ministre des Affaires Etrangères. La défense fut attribuée à un bureau militaire. La capitale fut Hadj Omran, un petit bourg près de la frontière iranienne, à l'abri de l'aviation irakienne.

L'administration kurde fut assez impressionnante : les ministères se succédaient tout le long de la célèbre route Hamilton, menant vers l'Iran. Des bâtiments modestes et des tentes.... Le ministère de l'information et de l'éducation fut l'administration la plus étoffée. Elle fonctionnait grâce aux intellectuels kurdes qui avaient rallié le mouvement, anciens professeurs ou directeurs de services dans les ministères irakiens. Un bureau de traduction éditait une revue de la presse étrangère. Un service spécial écoutait des radios étrangères. La Voix du Kurdistan émettait des émissions en kurde et en arabe.

Mais la situation dans cette zone très restreinte fut loin de refléter celle de l'ensemble du territoire kurde libéré. En automne 1974, dans le Badistan, 500.000 à 700.000 personnes

furent soumises depuis le mois d'août à un blocus total : au sud, l'armée irakienne interdit tout passage de vivres en direction du nord; au nord, l'armée turque bloquait la frontière.

Devant la gravité de la situation, les dirigeants kurdes firent percer, dès le mois d'août, une nouvelle piste. En quelques semaines, elle fut taillée au bulldozer à travers la montagne, mais n'était utilisable que la nuit, à cause des raids de l'aviation irakienne.

Fin septembre 1974, la situation fut très alarmante. La hausse des prix des produits alimentaires était effroyable, le spectre de la famine était partout.

Le nombre de réfugiés dans le Badinan était de 100.000 à 150.000 personnes. Mais il y avait aussi des réfugiés non recensés qui vivaient n'importe où, sous les arbres, dans les lits de torrents à sec, au pied des falaises, dans les grottes. D'autres s'installaient le plus près possible de la frontière turque pour fuir les raids de l'aviation irakienne. En outre, il y avaient 112.000 réfugiés en Iran.

En juin 1974, le gouvernement iranien avait demandé au Comité International de la Croix-Rouge et au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés d'envoyer des délégués pour visiter les camps de réfugiés kurdes irakiens en Iran. Après un voyage d'inspection ces délégués demandèrent aux autorités iraniennes si elles avaient besoin d'assistance. La réponse fut négative. Ils demandèrent alors l'autorisation de faire transiter par l'Iran des délégués et des secours pour le Kurdistan d'Irak. La réponse fut toujours négative !

L'hivers 1974-1975 fut très dur. Dr Alexandre, médecin hollandais, fut l'un des rares témoins de la tragédie de ces réfugiés. Il fut arrêté par les autorités irakiennes après la débâcle et pendu à cause de ses origines juives.

6 mars 1975 : l'Accord d'Alger

Profitant du sommet de l'OPEP, pays producteurs de pétrole, à Alger, le président algérien Houari Boumediène réconcilia les deux ennemis séculaires, l'Iran et l'Irak, qui se disputent l'hégémonie sur le Golfe Arabo-Persique. Par ce geste, Boumediène cherchait à réduire l'influence des deux grandes puissances, les Etats-Unis et l'U.R.S.S., dans le golfe et en Méditerranée. Pour cela, il fallait en finir rapidement avec le conflit kurde dont l'escalade s'accélérait dangereusement.

Les deux parties acceptèrent la proposition de Boumediène et l'Iran cessa immédiatement toute aide aux Kurdes d'Irak. Ce Chah, tout en aidant les Kurdes d'Irak réprimait sauvagement les Kurdes d'Iran !

Deux jours plus tard, l'aviation irakienne, ne craignant plus les DCA et les missiles iraniens, se déchaîna et pilonna systématiquement toute la vallée de Choman. Le 8 mars 1975, ce fut l'offensive générale de l'armée irakienne. Les pechmerge se battirent avec une énergie farouche.

Une semaine après l'annonce de l'accord d'Alger, le gouvernement irakien annonça la suspension des opérations au Kurdistan. La trêve fut demandée par le Chah et elle devait permettre aux Kurdes de choisir entre l'exil



Accord d'Alger,



6 mars 1975

en Iran ou la reddition aux autorités irakiennes.

Les Kurdes voulaient se battre jusqu'au bout et préparèrent un plan de guérilla. Mais les partenaires irakiens, iraniens et algériens de l'accord d'Alger signèrent un protocole prévoyant la mise en place de 3 commissions et d'une cinquantaine d'officiers algériens de part et d'autre de la frontière.

Les avis des dirigeants du P.D.K. divergèrent entre la continuation et l'arrêt du combat. Après quarante ans de lutte, le général Mustapha Berzani partit aux Etats-Unis où il avait demandé le droit d'asile. Il y mourut le 2 mars 1979, d'un cancer au poumon, à l'âge de 75 ans.

La situation après l'effondrement du mouvement

Après l'effondrement du mouvement kurde dirigé par Berzani, les Kurdes vécurent une période de grande consternation et de découragement, non seulement au Kurdistan d'Irak, mais ailleurs aussi. Mais, petit à petit, après plusieurs tâtonnements, ils se réorganisèrent et essayèrent de profiter de l'expérience du passé. Depuis 1980, les partis kurdes d'Irak constituent avec certaines forces d'opposition arabe, comme le Parti Communiste Irakien, un front appelé DJOUD (Front Patriotique Démocratique). Ce front regroupe le Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak (P.D.K.I.), dirigé par le fils de Berzani, Mes'oud Berzani; le Parti Démocratique Populaire du Kurdistan (P.D.P.K.), dirigé par Sami; le Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak (P.S.K.I.); le Parti Socialiste du Kurdistan (PASOK); le Parti Communiste d'Irak. Et depuis la fin de 1987, il existe un front du Kurdistan regroupant les partis



kurdes cités et celui de Djelal Talalabani, ancien dissident de Berzani, l'Union Patriotique du Kurdistan (Y.N.K.).

Les relations ne furent jamais aussi bonnes qu'aujourd'hui entre les partis kurdes d'Irak. Grâce à cette étroite collaboration, ils purent libérer plusieurs régions et s'y auto-organiser.

Quant au gouvernement irakien, il poursuivit depuis 1975 une campagne d'arabisation intense. D'une part, il déclara officiellement avoir accordé l'autonomie au Kurdes, et d'autre part, il se mit à l'évacuation du territoire situé le long de la frontière pour isoler les Kurdes d'Irak des autres. Ainsi, 150.000 villageois furent déportés au sud dans les régions arabes, des tribus arabes furent implantées dans les régions kurdes, riches en pétrole, surtout à Kirkouk. Après l'évacuation des villages kurdes, l'armée irakienne détruisait toute trace de vie humaine : 1150 villages furent complètement rasés, le bétail fut massivement abattu sur place, les vergers et potagers détruits à l'acide, les sources d'eau systématiquement bétonnées. Ainsi, un territoire fertile d'une étendue de 25.000 km² (2,5 fois le Liban) fut abandonné.

Quant aux exécutions, tortures et assassinats, il suffit de se référer au rapport d'Amnesty International publié le 20 août 1979 à Londres, qui soulignait que l'Irak détenait toujours son triste record du "plus grand nombre d'exécutions capitales au Moyen-Orient".

Les dernières années, à cause du refus de nombreux jeunes kurdes de participer à la guerre irano-irakienne et face à la bonne collaboration entre les partis kurdes, le gouvernement irakien est pris d'une rage de répression exercée surtout sur les civils innocents.

D'après l'organisation humanitaire Société pour la Défense des Peuples Menacés, 900 enfants kurdes de 10 à 14 ans furent interpellés par l'armée irakienne en septembre 1985, à Suleymanieh. Suite à cela, des manifestations massives furent organisées, et l'une d'elle fut suivie de 160 exécutions le 4 novembre, à Suleymanieh.

Selon un communiqué d'Amnesty International, 300 enfants âgés de 10 à 14 ans furent interrogés en septembre 1985 au Centre de Détention des Renseignements Militaires à Suleymanieh. Quelques jours plus tard, les corps de 3 enfants furent retrouvés dans la rue, portant des signes de tortures. Les autres furent transférés vers la prison de Suleymanieh et de Kirkouk. En janvier 1987, la police remit aux familles les corps mutilés de 29 enfants, morts sous la torture, contre le paiement d'une taxe élevée.

Récemment, le Parlement Européen a condamné cet acte barbare et a demandé aux pays membres de faire toute sorte de pressions sur l'Irak. En plus, il a déclaré que si ces massacres continuent, les pays membres devraient revoir leurs relations avec l'Irak.

Tout ceci pour punir les familles des déserteurs. A la fin de 1985, toutes les familles habitant les villes de la "région autonome" devaient remplir un formulaire administratif pour justifier l'absence des hommes. Celles qui comptaient un déserteur furent arrêtées et déportées au sud arabe de l'Irak. Dans la seule ville d'Erbil, "capitale de la région autonome", 85 familles furent déportées à Nuqrat-Salman, à 250 km au sud de Bagdad.

La fin de l'année 1985 vit une grande recrudescence de la violence dans plusieurs

régions du Kurdistan : exécutions, bombardements, dynamitage de maisons, enterrements de personnes vivantes !!...

La Fédération Internationale des Droits de l'Homme annonça le 10 mars 1987, à Paris, la disparition de 8.000 Kurdes d'Irak de la région de Berzani, depuis 1983 ! D'après la Fédération, l'armée irakienne avait encerclé le 30 juillet 1983 les camps d'Oustafa et de Diyana et capturé tous les hommes âgés de 12 à 80 ans et les avait amenés à Bagdad, puis aux régions chiites de Nedjef et Kerbela, ensuite près de la frontière jordanienne. Beaucoup d'observateurs pensent qu'ils furent assassinés.

Bombes chimiques

Au mois d'avril 1987, l'armée irakienne lança des bombes chimiques et des gazs toxiques sur les villages kurdes, dans plusieurs régions : Suleymanieh, Karadagh, Mawet.... En ce moment-là, le bilan provisoire était de 400 blessés, à majorité de femmes et d'enfants, dont 30 décédèrent. Suite à cela, des milliers de familles quittèrent leurs villes et villages et cherchèrent refuge auprès des pechmerge dans les régions libérées. D'autre part, la politique de déportation, commencée en 1975, se renforce toujours. Les 10 dernières années, environ 1500 villages kurdes furent évacués et 500.000 personnes déportées au sud désertique de l'Irak, près de la frontière jordanienne.

L'Agence France Presse, dans son communiqué du 28 avril 1987, annonça cet usage d'armes chimiques, en se basant sur l'accusation faite par le Comité Français contre la Répression en Irak. Ce Comité affirme que cet



acte est une riposte aux vastes opérations menées conjointement par plusieurs partis kurdes d'Irak.

KURDISTAN DE SYRIE

Avant les années 1960, la répression des Kurdes en Syrie n'était pas féroce. Cela était dû au fait que les Français leur étaient assez favorables lors de leur mandat sur la Syrie, entre les deux guerres mondiales. Les différents livres d'alphabet kurde circulaient librement et le poète populaire Djigerkhouine (Cigerxwîn) publiait ses recueils en kurde. L'influence de sa poésie fut très grande sur tous les Kurdes. Des intellectuels kurdes se regroupèrent autour de la revue culturelle Hawar (l'Appel), fondée par le Prince Djeladet Bedir Khan. 57 numéros, en kurde et en français, parurent de 1932 à 1935, puis de 1941 à 1943, à Damas. Son supplément illustré, Ronahî (la Lumière) donnait surtout des nouvelles de la deuxième guerre mondiale.

Sur le plan politique aussi, les Kurdes de Syrie purent s'organiser. En 1957, un groupe d'intellectuels, d'ouvriers et de paysans fondèrent le Parti Démocratique du Kurdistan, à l'instar du P.D.K. D'Irak. Dans son programme il revendiquait la reconnaissance des Kurdes de Syrie comme un groupe ethnique ayant droit à sa propre culture. En plus, ce parti voulait lutter avec d'autres groupes politiques arabes pour une réforme agraire et l'établissement d'un gouvernement démocratique à Damas. Mais, deux ans plus tard, un

SAL 14
HEJMAR 1-28
1 NISAN 1942
ADAR 1945

RONAHÎ

ANNEE 14
NUMÉRO 1-28
1 AVRIL 1942
MARS 1945

SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ DE LA REVUE KURDE HAWAR



Mîr CELADET BEDÎRXAN
Xwedî û Berpirsiyarê Kovarê



ŞAM - 1942-1945
ÇAPXANA SEBATÊ
ÇAPXANA TEREQIYÊ

BERHEVOK : ÇAPXANA JINA N0

S A L : 2 - 11
HEJMAR : 24 - 57

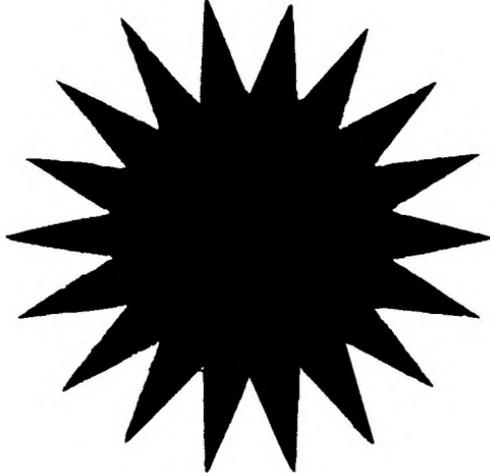
YEKSEM -- YEKSEM
1 NISAN 1934 - 15 TEBAX 1943

HAWAR

ANNÉE : 2 - 11
NUMÉRO : 24 - 57

DIMANCHE -- DIMANCHE
1 AVRIL 1934 - 15 AOÛT 1943

KOVARA KURDÎ ★ REVUE KURDE



ÇAPKANÊN : MINDIK-EL-MIBKÎ, TEREQÎ, SEBATÊ

Ş A M : 1934 - 1943

certain nombre de ses responsables furent arrêtés. Ce fut la période noire du colonel Serraj, chef des services secrets, dépendant directement du président égyptien Nasser, lors de la création de la République Arabe Unie, issue de la fusion de l'Égypte et de la Syrie. La chasse à l'homme et les tortures sauvages avaient commencé. Toute activité des Kurdes, culturelle ou politique, fut paralysée.

En septembre 1961, ce fut l'échec de la République Arabe Unie et la séparation entre la Syrie et l'Égypte. La grande bourgeoisie latifundiaire qui prit le pouvoir en Syrie accusa les Kurdes de s'insurger contre l'arabisme et d'être complice des Kurdes d'Irak qui commençaient leur insurrection.

Le 23 août 1962, le décret-loi N° 33 autorisa un recensement spécial de la population de Djezira (Kurdistan de Syrie), car on prétendait que les Kurdes "s'infiltrèrent illégalement" en Djezira, à partir du Kurdistan de Turquie, pour "détruire son caractère arabe". Après ce recensement, 120.000 Kurdes furent décomptés comme "étrangers" et les droits attachés à la nationalité syrienne leur furent retirés.

La même année, pour faire face au "danger kurde" et "sauver l'arabisme" de la région, le gouvernement syrien inaugura le plan dit de la "Ceinture arabe". Ce plan prévoyait l'expulsion de toute la population kurde établie à Djezira, le long de la frontière avec la Turquie, et leur remplacement progressif par des Arabes. Les Kurdes expulsés seraient établis au sud arabe, et de préférence dispersés. La découverte du pétrole à Karatchok, au nord de Djezira, renforça cette politique.

En mars 1963, la situation des Kurdes

ş'aggrava. Le Parti Baas, fondé surtout sur le nationalisme arabe, arriva au pouvoir. La même année, au mois de novembre, le chef de la police politique de Djezira, Mouhammed Taleb Hilal, publia une "Etude sur la province de Djezira, du point de vue national, social et politique". Dans cette étude, l'auteur voulait prouver "scientifiquement" et "anthropologiquement" que les Kurdes "ne constituent pas une nation". Il conclua : "Voilà ce qu'est le peuple kurde, un peuple qui n'a ni histoire, ni civilisation, ni langue, ni origine ethnique. Il n'a que les qualités de la force, de la puissance destructrice et de la violence, qualités inhérentes d'ailleurs à toutes les populations montagnardes". En outre, "les Kurdes vivent de la civilisation et de l'héritage des autres nations. Ils n'ont eu aucune part dans ces civilisations ni dans l'histoire de ces nations".

M. Hilal proposa un plan de 12 points à appliquer d'abord contre les Kurdes de Djezira, et ensuite dans les autres régions kurdes :

- 1) Politique de "betr" (ablation) : transfert de la population kurde et sa dispersion.
- 2) Politique de "tedjhîl" (analphabétisation) : priver les Kurdes de toute instruction, même en langue arabe.
- 3) Politique de "tedjwî" (affamation) : priver les Kurdes de toute possibilité d'emploi.
- 4) Politique d'extradition : livrer au gouvernement turc les rescapés des soulèvements au Kurdistan de Turquie.
- 5) Politique de "diviser pour régner" : dresser les Kurdes les uns contre les autres.
- 6) Politique de "hizâm" (ceinture) : la même préconisée en 1962.

7) Politique d'"iskân" (colonisation) : implantation d'"Arabes purs et nationalistes" dans les régions des Kurdes "pour les surveiller avant leur dispersion".

8) Politique militaire : "stationnement de divisions dans la zone de la ceinture", qui auront pour "tâche de veiller à la dispersion des Kurdes et à l'établissement d'Arabes, selon les plans que l'Etat adoptera".

9) Politique de "socialisation" : création de "fermes collectives" pour les Arabes installés dans la région et "l'armement de ceux-ci".

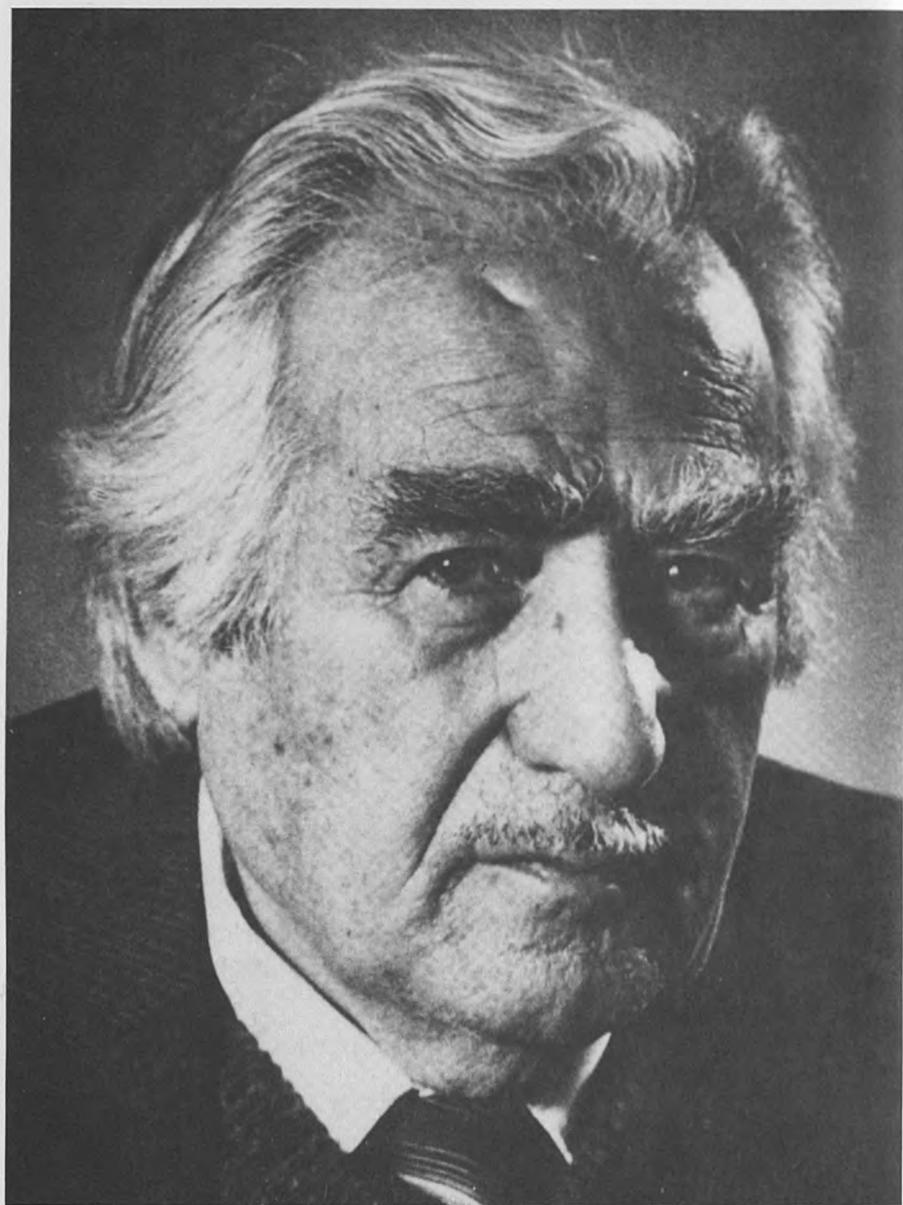
10) L'interdiction "à quiconque ignorant la langue arabe, dans les dites régions kurdes, d'exercer ses droits civiques d'élection et d'éligibilité".

11) Transférer les ulémas (religieux) kurdes au Sud et "envoyer des ulémas arabes à leur place".

12) "Déclencher une vaste campagne anti-kurde parmi les Arabes".

A l'exception du transfert forcé, un bon nombre des mesures proposées par Hilal furent réalisées : 120.000 Kurdes furent classés comme non-syriens après le "recensement". Mais, ils devaient faire leur service militaire et se battre au Golan ! Sans papiers d'identité, ils ne pouvaient et ne peuvent encore aujourd'hui ni se marier légalement, ni entrer à l'hôpital, ni faire inscrire leurs enfants dans les écoles !

Plus tard, le plan de la ceinture arabe fut nommé pudiquement "Plan pour l'établissement de fermes modèles d'Etat dans la province de Djezira". Sous le couvert du "socialisme"



Cigxwîn (1903-1984), le plus grand poète populaire.

et de la réforme agraire, il visait à expulser les paysans kurdes de la région et les remplacer par des Arabes.

En 1966, on pensait sérieusement à mettre le plan à exécution et même à l'étendre à la région de Kurd-Dagh (Montagne des Kurdes). On donna sélectivement l'ordre aux paysans de partir. Mais ceux-ci refusèrent et la guerre contre Israël fit abandonner, momentanément, le projet au gouvernement.

Après la construction du grand barrage de Tabqa sur l'Euphrate, le gouvernement songea à implanter des paysans arabes dont les villages furent submergés sur les terres kurdes de Djezira. En 1975, 40 "villages modernes" furent construits par l'Etat dans la zone de la "Ceinture" et 7000 familles paysannes arabes y furent implantées et armées.

L'exécution du plan se poursuivit lentement pour ne pas trop attirer l'attention du monde extérieur : mesures de spoliation, tracasseries administratives, rafles policières, privation d'emploi, confiscation d'oeuvres littéraires, des disques, de musique folklorique kurde dans les établissements publics, changement de noms de villes, villages et quartiers kurdes, les responsables du P.D.K. de Syrie furent longtemps emprisonnés. Amnesty International en adopta quelques-uns.

Dans les années 70, 30.000 Kurdes de Djezira devaient partir. Ils se réfugièrent au Liban ou dans les villes syriennes.

Depuis l'arrivée de Haez El-Esed au pouvoir, la répression des Kurdes est moins dure. Sachant que son pouvoir est impopulaire et fragile, Esed préfère calmer les Kurdes et les Chrétiens pour ne pas avoir trop d'ennemis

turbulents. Cela ne veut pas dire que les Kurdes ont obtenu en Syrie des droits quelconques, mais tant qu'ils ne font pas de politique, on les laisse écouter la musique kurde et on ferme l'oeil sur la vente semi-clandestine de certains ouvrages kurdes, strictement littéraires. Depuis quelques années, le gouvernement permet de célébrer la fête nationale kurde, **Newroz**, mais sous le contrôle des autorités militaires. En 1986, il y eut de graves incidents lors des préparatifs de cette fête à Damas et à Alep et il y eut quelques morts. En 1987, les militaires ne permirent pas aux Kurdes d'une région de fêter Newroz dans une autre région !



KURDES D'U.R.S.S.

Il n'y a pas de territoire kurde en U.R.S.S., mais une communauté kurde ou plutôt des colonies compactes, disséminées dans les républiques de Transcaucasie et d'Asie Centrale. La grande majorité se trouve en Azarbaydjan et en Arménie. Le reste, en Géorgie, Kazakstan, Kirghizie et Turkménie.

La dispersion des Kurdes soviétiques est due, en partie, à des raisons historiques et religieuses. A la seconde moitié du XVIIIe s., certaines tribus kurdes s'étendirent d'abord à la plaine d'Erivan, en Arménie, puis en Azarbaydjan. Grâce à cette lente et progressive expansion, des villages kurdes se créèrent. Les autorités tsaristes furent assez favorables à cette implantation pour se servir, vraisemblablement, de ces Kurdes aux qualités guerrières reconnues, contre les Empires ottoman et persan.

Au XIXe siècle, le flux d'immigration kurde s'accrut à cause des guerres russo-turques et des soulèvements kurdes sous les empires ottoman et persan le long du XIXe siècle. Les Kurdes, proscrits et pourchassés, cherchaient un ultime refuge en Russie tsariste. Parmi eux se trouvaient beaucoup de yezidis, Kurdes ayant une religion particulière et issue d'un mélange de Zoroastrisme et d'Islam, persécutés à la fois par les autorités ottomanes et les chefs traditionnels kurdes musulmans. Après avoir longtemps subi de véritables pogroms, ils se fixèrent surtout en Arménie et en Géorgie chrétiennes, moins hostiles à leur particularisme religieux. Les Kurdes musulmans préférèrent se fixer en Azarbaydjan musulman, ou,

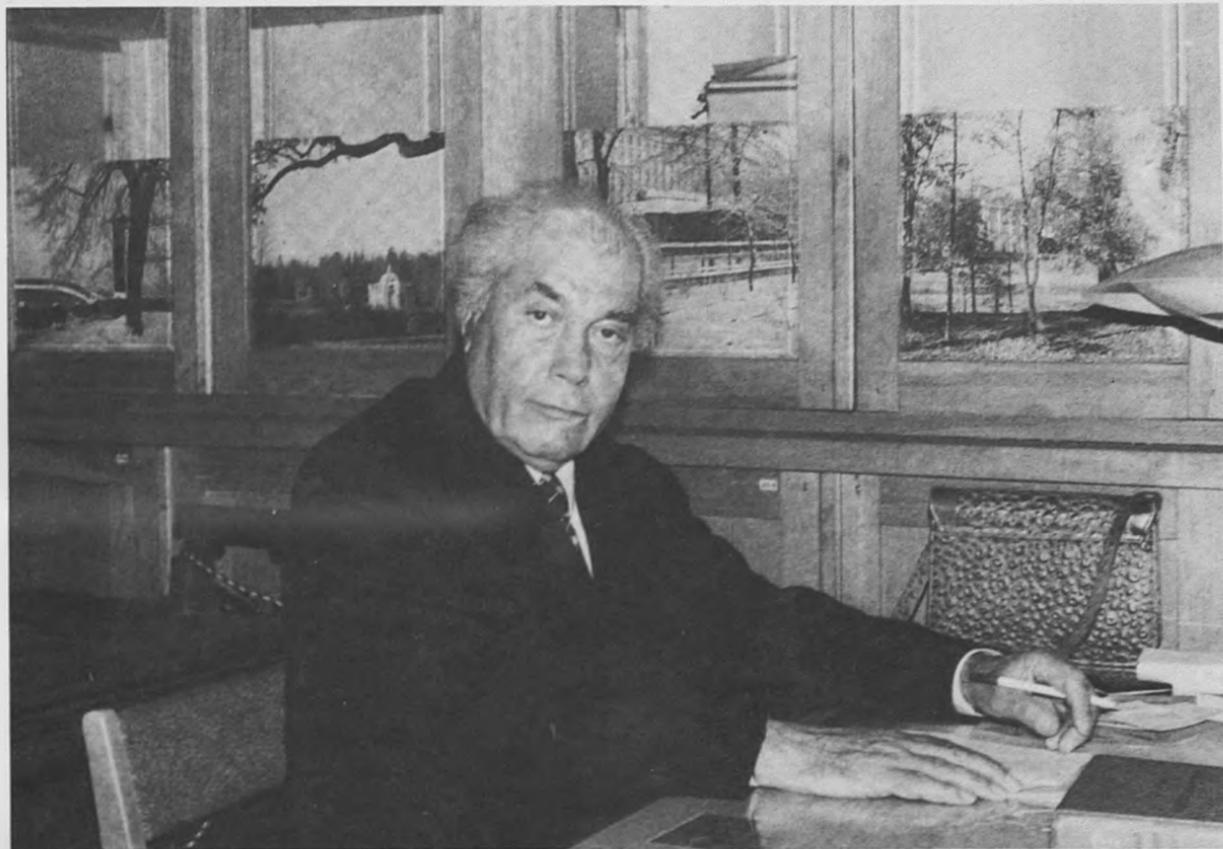
plus rarement, dans les colonies azarbaydjanaises d'Arménie.

Même sous le régime soviétique, les affinités religieuses continuèrent à jouer un rôle de premier plan sur le comportement et l'évolution ultérieurs des colonies kurdes musulmanes et yezidis. Les yezidis, malgré leur faiblesse numérique, furent et sont aujourd'hui les meilleurs défenseurs de l'identité kurde : ils préservent jalousement leurs particularités nationales et résistent aux tentations de dilution dans les ensembles géorgien et arménien. Les Kurdes musulmans, bien que nombreux, ne jouent qu'un rôle secondaire dans le développement de la vie culturelle soviétique.

A partir de 1915, le flux d'immigration kurde diminua considérablement, pour plusieurs raisons : la première guerre mondiale, la terreur du gouvernement nationaliste Dachnak à Erivan, la guerre civile, la propagande des Sultans turcs et des Kemalistes contre le bolchévisme qu'ils représentèrent comme le destructeur de la famille, de la religion et de la morale.

Après l'instauration du régime soviétique, les Kurdes rompirent avec leur ancien mode de vie. Les nomades se sédentarisèrent et furent transformés progressivement en salariés agricoles, les enfants furent scolarisés. Au sein de ces colonies un peu hétéroclites et éparses, une vie nationale commença à s'organiser.

En 1930-37, ce fut la "Bataille de l'instruction". La langue kurde fut utilisée dans le travail d'alphabétisation en Arménie, en Géorgie et dans une certaine mesure en Azarbaydjan.



Qenatê Kurdo (1909–1985), l'un des plus grands écrivains des Kurdes d'U.R.S.S.

La vie culturelle jusqu'aux années 1935

En Azarbaydjan et en Turkménie aucun livre kurde, aucune école kurde ne vit le jour. En Arménie, il n'eut pas de publications kurdes entre 1937-1946. La production culturelle des nationalités non russes tomba à un niveau très bas. Plus tard, une certaine implusion fut donnée à la politique des nationalités. En 1957 douze titres, dont un dictionnaire russe-kurde de 30.000 mots, établi par I. O. Farizov, parurent en kurde.

Dans toutes les républiques soviétiques, de 1921 à 1960, 238 ouvrages kurdes, totalisant un tirage de 370.000 exemplaires, furent publiés.

Actuellement

Les Kurdes d'Arménie, de Géorgie, et dans une certaine mesure, de Kazakstan et de Kirghizie, bénéficient des droits culturels. Dans les écoles des villages kurdes, la langue et la littérature kurdes sont enseignées en kurde. Dans les villages mixtes, pour des classes comptant plus de cinq élèves kurdes, les parents peuvent demander et obtenir l'enseignement de la langue et littérature kurdes.

Tous les livres scolaires proviennent des maisons d'édition d'Arménie. Ces maisons publient aussi des oeuvres des poètes et écrivains affiliés aux sections kurdes de l'Union des Ecrivains d'Arménie et de Géorgie. De nombreux écrivains, chercheurs et savants kurdes, ainsi que des kurdologues arméniens et soviétiques, travaillent sur la langue, l'histoire et la littérature kurdes aux universités d'Erivan, Léningrad et Moscou. Depuis 1956, la radio-Erivan diffuse des émissions quotidiennes en kurde.



D.Cemîla Celîl, musicienne

LES KURDES EN EUROPE

Les Kurdes arrivèrent en Europe vers les années 70. La plupart sont des Kurdes de Turquie, venant en tant que travailleurs avec leurs familles, dans le cadre des accords bilatéraux entre les pays d'Europe et la Turquie. Environ la moitié d'entre-eux vivent en Allemagne Fédérale où ils constituent une communauté importante d'au moins 250.000 personnes. Une petite partie comporte des réfugiés qui avaient fui l'Irak en 1975, après la chute du mouvement kurde, et la Turquie en 1980, après le coup d'état militaire. Actuellement, certains fuient la guerre irano-irakienne, venant d'Iran ou d'Irak. Il existe aussi un petit nombre d'étudiants.

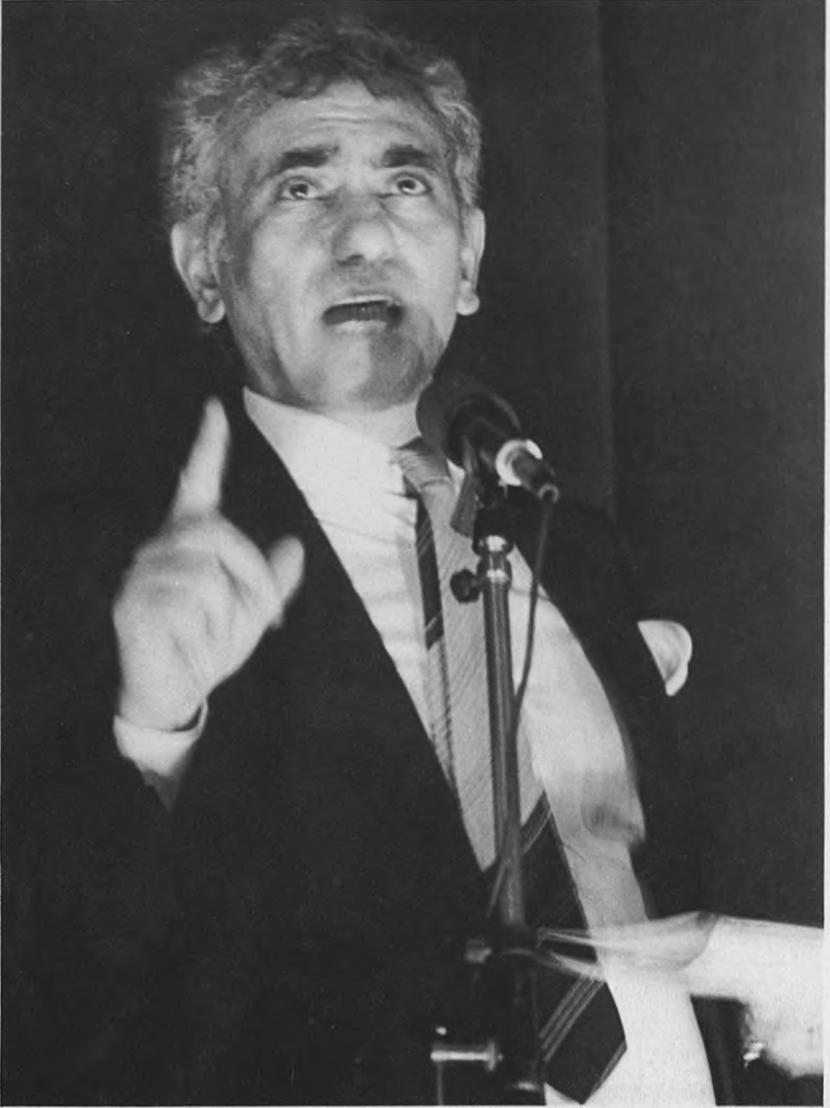
En plus des difficultés dues à l'immigration, rencontrées par tous les immigrés, les Kurdes vivent un déchirement supplémentaire. En Europe aussi, on les considère le plus souvent comme des Turcs, Arabes ou Persans, vu qu'ils n'ont pas de reconnaissance officielle chez-eux. Grâce à une certaine liberté d'expression, ils purent, petit à petit, créer un peu partout en Europe, aux Etats-Unis, en Australie, au Canada.... des organisations socio-culturelles. Mais, ils n'arrivent pas encore à obtenir les mêmes droits culturels accordés aux autres nationalités, comme, par exemple, des émissions régulières à la radio et télévision, des subsides suffisants pour le développement de leurs activités.... En plus, le gouvernement turc exerce une grande pression sur les gouvernements européens, surtout en Allemagne, afin de créer des difficultés aux organisations kurdes. Récemment, la revue

culturelle **Mizgîn**, éditée à Bonn, en allemand et en kurde, par la Croix Rouge et l'Institut Kurde de Bonn, et dont la plupart des articles furent consacrés aux problèmes de santé, fut interdite par le gouvernement allemand suite à la pression exercée par le gouvernement turc qui considérait cette revue comme une "incitation au séparatisme". Les communes allemandes, et certaines en Belgique, n'acceptent pas d'inscrire de nouveaux-nés kurdes si les parents désirent leur donner un nom kurde ! En Suède, où les Kurdes ont le plus de droits, une crèche pour enfants kurdes dut fermer sa porte, non pas parce que la commune suédoise céda au chantage des autorités turques qui prétendaient que seul le turc est la langue maternelle en Turquie, mais parce que les parents paniquèrent lorsque les responsables de l'ambassade turque commencèrent un contrôle à domicile. Le 8 février 1987, le chanteur populaire kurde, Ibrahim Tatlıses, dut comparaître devant la Cour de Sûreté de l'Etat à Istanbul pour avoir chanté à Stockholm, en Suède, une seule chanson kurde, lors d'une tournée en Europe !

Malgré toutes ces difficultés, les activités culturelles des Kurdes en Occident augmentent de plus en plus : journaux, revues, livres, travaux de recherche, productions de cinéma et de vidéo, expositions de peinture et de sculpture.... Rien que dans les archives de l'Institut Kurde de Paris il existe près de 4.000 volumes, en une vingtaine de langues, sur l'histoire, la langue et la littérature kurdes.

L'illustre cinéaste et romancier kurde, Yilmaz Güney, réalisateur du "Troupeau" et de "Yol" qui obtînt la Palme d'Or à Cannes, en 1982, décéda le 9 septembre 1984, fit con-





Yilmaz Güney (1937-1984), Palme d'Or à Cannes

naître le peuple kurde au monde entier. Le célèbre chanteur Şivan, exilé en Europe depuis plusieurs années, possédant une voix extraordinaire, donne des centaines de concerts de chansons kurdes en Europe, en Australie, aux Etats-Unis.... Ses cassettes sont écoutées avec passion dans les quatre coins du Kurdistan. L'écrivain kurde, Memet Emin Bozarlan, réfugié en Suède, est, depuis plusieurs années, membre de l'Union des Ecrivains de Scandinavie. En 1987, deux écrivains kurdes ont obtenu des bourses : En Allemagne Fédérale, La Fondation Henrich Böll a accordé à Mahmout Baksi une bourse de six mois afin qu'il puisse écrire un livre sur les Kurdes vivant en Allemagne. En Suède, le poète kurde Chêrgo Bêkes a reçu de l'Union des Ecrivains Suédois (Pen Club) la bourse de Tucholsky. Le premier ministre suédois, Ingvar Karlsson, lui a donné cette bourse de ses propres mains, lors d'une réception officielle à Stockholm.

La langue kurde est enseignée dans plusieurs universités européennes et, en Suède, il existe depuis 1985 une Ecole Normale Kurde rattachée à l'Université de Stockholm, pour la formation d'instituteurs kurdes.

Grâce à la présence massive des Kurdes et de leurs organisations en Europe, plusieurs artistes de renommée internationale disent aujourd'hui qu'ils sont Kurdes : Maurice Béjart, le créateur du très célèbre Ballet du XXe siècle, a déclaré à la revue Jeune Afrique du 7 janvier 1987 qu'il est d'origine kurde ! Suite à cela, il est devenu membre d'honneur de l'Institut Kurde de Paris. Luigi Colani, artiste "designer" très connu, a déclaré à la revue parisienne Création Magazine du mois de mai 1987 qu'il est kurde !



HOZANÊ WELAT
ŞIVAN PERWER

Enstîtuya Kurdî

Şivan (Chivane), chanteur national

QUELQUES REFLEXIONS

Après ce survol rapide de la situation, passée et actuelle, du peuple kurde, nous voudrions noter quelques réflexions afin d'attirer l'attention du lecteur sur la difficulté particulière du problème kurde.

On nous dit souvent que si les Kurdes n'ont eu jusqu'aujourd'hui aucun droit, c'est à cause du manque d'unité de leur mouvement. Ceci est certes une raison très importante, mais elle n'est pas la seule; et si on ne voit qu'elle, c'est culpabiliser trop les Kurdes et réduire involontairement la responsabilité de ceux qui étouffent systématiquement ce problème et ne désirent pas y apporter de solution.

Blocage intérieur d'abord. Nous ne connaissons aucun peuple opprimé qui soit uni. Tous les mouvements de libération au monde connaissent le douloureux problème des divisions politiques. D'ailleurs, les colonisateurs ont toujours joué, de mille façons, la carte de "diviser pour régner". En plus, le peuple kurde ne dépend pas, comme les autres peuples, d'un seul gouvernement, mais de quatre ! Ce qui rend son unité encore beaucoup plus difficile, non seulement à cause de sa dépendance de plusieurs gouvernements, mais aussi parce que les Kurdes vivent forcément dans chaque pays des événements très différents, dans un contexte socio-politique différent. Dernier élément à ne pas perdre de vue : si les Kurdes réussissent à coordonner leurs actions, ils auront - et l'histoire nous l'a montré à maintes reprises - quatre armées en même temps sur le dos !

S'ajoute à tout cela, les divisions des autres forces d'opposition à ces dictatures. Les Kurdes ont toujours voulu collaborer avec ces forces démocratiques mais sans vraiment réussir. Ceci montre qu'il est beaucoup plus difficile de combattre un ennemi intérieur qu'un colonisateur extérieur.

Quant au blocage extérieur, la malchance des Kurdes a voulu qu'ils soient situés dans la région névralgique et explosive qu'est le Proche-Orient, objet de toutes les convoitises depuis des siècles. Et dans ce Proche-Orient, ils occupent un endroit extrêmement stratégique où ils menacent tous les intérêts. A la frontière de l'U.R.S.S. et proche du Golfe Arabo-Persique et de la Méditerranée, riche en pétrole et autres gisements et ressources naturelles, voie de passage entre l'Est et l'Ouest (la Route de Soie), le Kurdistan est un abcès que tout le monde a intérêt à ce qu'il crève en douceur.

Aucun gouvernement, aucune institution internationale, ne soutient officiellement le peuple kurde afin de ne "vexer" aucun de ces gouvernements, alliés ou "amis" de l'un ou de l'autre bloc.

Les mass-médias suivent l'exemple des gouvernements et ne donnent que rarement des nouvelles du Kurdistan, souvent sans analyse de fond. L'opinion publique n'étant pas informée, se désintéresse évidemment de ce problème.

Nous ne voulons pas faire ici les souffre-douleur, mais plutôt montrer des facteurs qui échappent souvent à ceux qui ne connaissent pas assez le problème kurde, ce problème dont l'extrême complexité les dépasse, à juste titre d'ailleurs.

Supplément à Hebdo 76/98 du 15 au 21 déc. 76

Déclaration Universelle des Droits des Peuples



Alger, juillet 1976

Edité par la section belge
de la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples

QUELQUES DATES HISTORIQUES

- 1916** : Accord de Sykes-Picot, signé par la France, l'Angleterre et la Russie, pour préparer le partage du Proche-Orient par l'Angleterre et la France.
- 1918** : Armistice de Moudros. Effondrement de l'Empire Ottoman et victoire des Alliés.
- 1920** : Conférence de la Paix à Paris. Le délégué kurde Cherif Pacha présente deux mémoires sur les revendications kurdes, avec une carte du Kurdistan.
- 1920** : Conférence de San Remo. Confirmation du mandat de la Grande Bretagne sur la Mésopotamie et la Palestine.
- 1920** : Traité de Sèvres, signé par la Société des Nations. Référence aux 14 points du président américain Wilson et au "droit des nations de disposer d'elles-mêmes". Promesse d'indépendance à une grande partie du Kurdistan ottoman et à l'Arménie.
- 1922** : Traité de Lausanne. Abolition du Traité de Sèvres à cause de l'opposition d'Ata-Turk et de la Grande Bretagne qui avait mis la main sur le pétrole du Kurdistan d'Irak.
- 1937** : Pacte de Saadabad, entre la Turquie, l'Iran et l'Irak. L'un des buts les plus importants de ce pacte de "bon voisinage" est de réprimer ensemble les Kurdes vivant dans ces pays.
- 1955** : Pacte de Bagdad, signé entre la Turquie, l'Irak, la Grande Bretagne, le

Pakistan et l'Iran. Il constitue la base d'un accord militaire régional, Middle East Organisation (M.E.T.O.).

- 1946 : Création de la République Kurde de Mahabad, au Kurdistan d'Iran.
- 1975 : Accord d'Alger. L'Algérie réconcilie l'Iran et l'Irak en causant l'effondrement du mouvement kurde mené en Iraq depuis 1961.
- 1980 : Coup d'état militaire en Turquie. Démantèlement de toutes les organisations kurdes et répression hitlérienne de toute la population kurde de Turquie.
- 1983-1986 : L'armée turque pénètre trois fois au Kurdistan d'Irak et bombarde la population civile.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE

CHALIAND Gérard, Les Kurdes et le Kurdistan, ouvrage collectif écrit par des auteurs kurdes, sous la direction de G. Chaliand, Maspero 1978, 2e édition en 1981.

CHALIAND Gérard, même ouvrage en anglais : People without a country, Zed Press, Londres 1980.

CHALIAND Gérard, même ouvrage en allemand : Kurdistan und die Kurden, Gesellschaft für bedrohte Völker, Göttingen 1984.

NIKITINE Basile, Les Kurdes, étude sociologique et historique, Librairie Klincksieck, Paris 1956, 2ème édition en 1975.

BLAU Joyce, Le Problème Kurde. Essai sociologique et historique, éditions Le Monde Musulman Contemporain, Bruxelles 1963.

KUTSCHERA Chris, Le Mouvement National Kurde, Flammarion 1979.

VANLY Ismet Cheriff, Le Kurdistan Irakien, Entité Nationale, éditions de la Braconnière, Neufchatel, Suisse, 1970.

KENDAL, Les Kurdes en Iran, Groupement pour les Droits des Minorités, Paris 1979.

ZAZA Noureddine, Ma vie de Kurde, éditions Favre, Lausanne 1982.

MORE Christiane, Les Kurdes aujourd'hui, l'Harmattan 1984.

KHALIL Fadel, Kurden Heute, Europa Verlag GesmbH, Vienne 1985.

LANGUE ET LITTERATURE

BEDIR KHAN Djeladet et LESCOT Roger, Grammaire kurde (Dialecte kurmandji), Librairie d'Amérique et d'Orient, Paris 1970.

BLAU Joyce, Manuel de kurde, Dialecte sorani, Librairie C. Klincksieck, Paris 1980.

CHALIAND Gérard, Anthologie de la poésie populaire kurde, éditions Stock + Plus, Paris 1980.

BLAU Joyce, Mémoire du Kurdistan, éditions Findakly, Paris 1984.

BOIS Thomas, Kurdische Volksdichtung, publié par Kurdisches Institut, Bonn 1985 (original : L'âme des Kurdes à la lumière de leur folklore)

INFORMATION

Bulletins d'information de l'Institut Kurde de Paris, publiés en sept langues.

KURDISTAN PRESS, journal kurde, Stockholm.

BERBANG, revue kurde, Stockholm.

Bulletins d'information d'Info-Turk, Bruxelles.

Black Book on the militarist "democracy" in Turkey, Info-Turk, Bruxelles 1986.

A N N E X E S

ANNEXE I

Le traité de Sévres (du 10 août 1920)

Section III : Kurdistan

Article 62 :

Une commission siégeant à Constantinople, et composée de trois membres respectivement nommés par les Gouvernements britannique, français et italien, préparera dans les six mois à dater de la mise en vigueur du présent traité, l'autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde, situées à l'est de l'Euphrate, au sud de la frontière de l'Arménie, telle qu'elle pourra être déterminée ultérieurement, et au nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie, conformément à la description donnée à l'article 27, II-(2) et (3).

A défaut d'accord unanime sur quelque question, celle-ci sera référée par les membres de la commission à leurs Gouvernements respectifs.

Ce plan devra comporter des garanties complètes pour la protection des Assyro-Chaldéens et autres minorités ethniques et religieuses dans l'intérieur de ces régions et, dans ce but, une commission comprenant des représentants britanniques, français, italiens, persans et kurdes, visitera les lieux pour examiner et décider quelles rectifications, s'il y a lieu, devraient être faites à la frontière de la Turquie. Là où, en vertu des dispositions du présent traité, cette frontière coïncide avec celle de la Perse.

Article 63 :

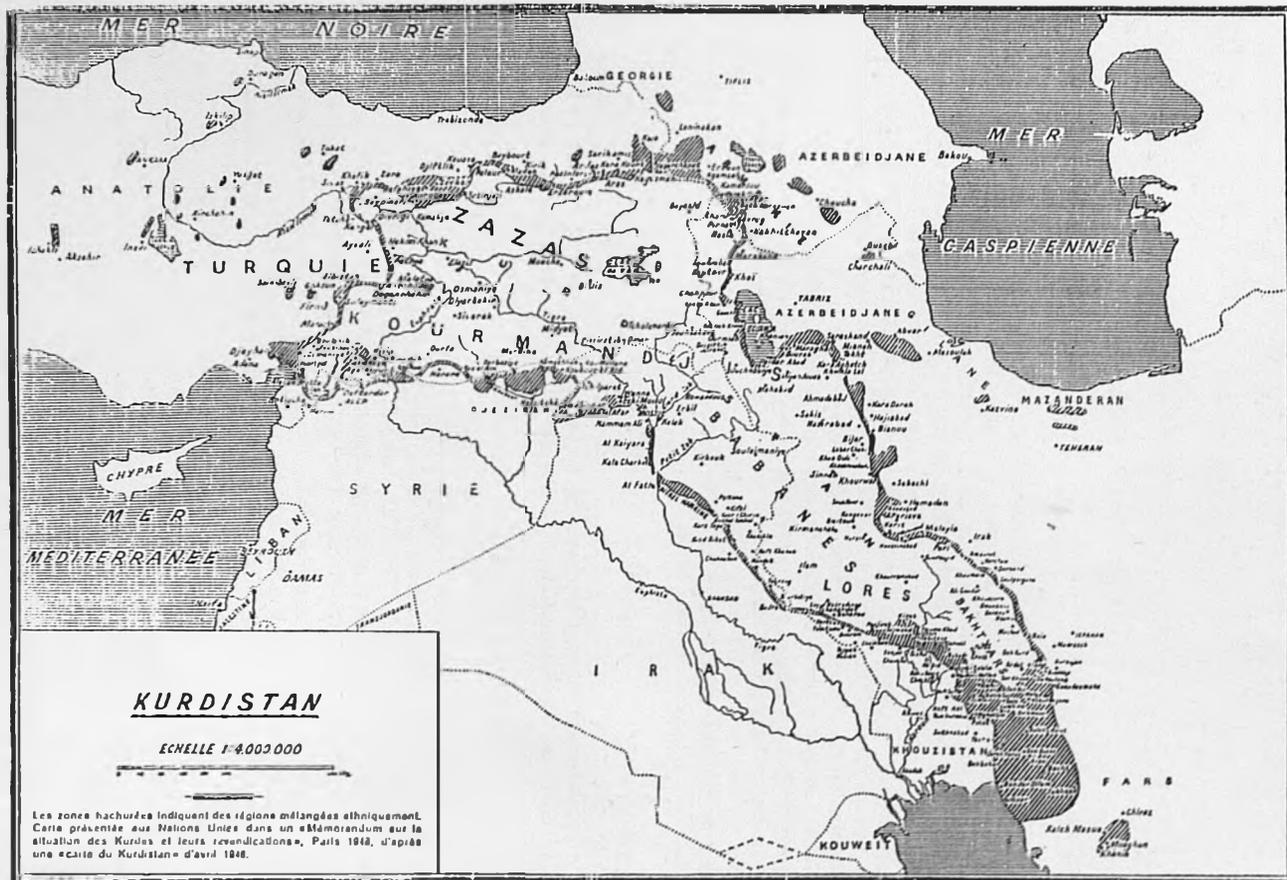
Le gouvernement ottoman s'engage, dès à présent, à accepter et à exécuter les décisions de l'une et l'autre commissions prévues à l'article 62, dans les trois mois de la notification qui lui en sera faite.

Article 64 :

Si, dans un délai d'un an à dater de la mise en vigueur du présent traité, la population kurde, dans les régions visées à l'article 62, s'adresse au Conseil de la Société des Nations en démontrant qu'une majorité de la population dans ces régions désire être indépendante de la Turquie, et si le Conseil estime alors que cette population est capable de cette indépendance et s'il recommande de la lui accorder, la Turquie s'engage, dès à présent, à se conformer à cette recommandation et à renoncer à tous droits et titres sur ces régions.

Les détails de cette renonciation seront l'objet d'une convention spéciale entre les principales Puissances alliées et la Turquie.

Si ladite renonciation a lieu, et lorsqu'elle aura lieu, aucune objection ne sera élevée par les principales Puissances alliées à l'encontre de l'adhésion volontaire à cet Etat kurde indépendant des Kurdes habitant la partie du Kurdistan comprise jusqu'à présent dans le vilayet de Mossoul (« Nouveau recueil général de traités », de Martens, série 3, t. XII, pp. 664-779, Leipzig, 1924).



Carte du Kurdistan, présentée aux Nations Unies, Paris 1948.

Agence France Presse

Iran-Irak

Un village iranien bombardé par l'avion irakienne: cinq morts, 20 blessés, selon Téhéran

TEHERAN, 28 avr (AFP) - L'aviation irakienne a bombardé mardi matin le village iranien de Shovi, à 10 km au nord de Baneh (Kurdistan), faisant cinq tués et vingt blessés, a affirmé l'agence iranienne de presse IRNA.

Il s'agit d'un des premiers bombardements irakiens de localités iraniennes depuis la proclamation, le 19 février, d'une trêve décrétée par Bagdad dans la "zone des villes". Depuis, la trêve, prolongée de facto, n'a connu aucun accroissement: si ce n'est le pilonnage du port de Bassorah, au sud de l'Irak, par l'artillerie iranienne, selon l'état-major irakien. Ce pilonnage a été systématiquement démenti par les autorités militaires de Téhéran.

(Par ailleurs, une source militaire à Bagdad, citée par l'agence irakienne INA, a formellement démenti mardi qu'une "opération de grande envergure" se déroulerait depuis deux jours au nord du front, comme l'affirme Téhéran.

(Cette source a qualifié de "vacarme médiatique stupide et infâme" les "allégations" iraniennes sur le déroulement d'opérations militaires dans ce secteur, où la situation est "complètement stabilisée". Les deux seules tentatives d'attaque qui ont eu lieu, dans la nuit de dimanche à lundi et dans celle de lundi à mardi, se sont soldées par des échecs, l'adversaire perdant plus de 1.500 tués et blessés ainsi que 66 véhicules militaires, a affirmé cette source).

Téhéran avait pour sa part annoncé le début, vendredi à l'aube, d'une nouvelle offensive, "Kerbala-10", dans le Kurdistan irakien. Selon Radio-Téhéran, 1.000 soldats irakiens ont été mis hors de combat après le déclenchement dans la nuit de lundi à mardi de la 3ème phase de cette offensive, portant à 4.000 le nombre de soldats irakiens tués ou blessés depuis le début de l'offensive. L'Iran affirme également contrôler 300 km² dans cette zone montagneuse.)

Iran-Irak

Kerbala-10: mille soldats irakiens hors de combat, selon la radio iranienne

TEHERAN, 28 avr (AFP) - Mille soldats irakiens ont été mis hors de combat après le déclenchement dans la nuit de lundi à mardi de la 3ème phase de l'offensive iranienne "Kerbala-10", lancée vendredi dans le Kurdistan irakien, a annoncé mardi la radio iranienne.

Les forces iraniennes contrôlent désormais 300 km² d'une région montagneuse dans les environs de la ville de Hawat, au nord-est de l'Irak. Les 2 "cordons de la révolution" (pasdaran) et "volontaires pour le front" (bassij) engagés dans cette opération sont à 500 mètres de Hawat, présentée par la radio iranienne comme étant une importante garnison fortifiée irakienne.

4.000 irakiens ont été tués ou blessés depuis le début de l'offensive; 325 ont été faits prisonniers; dont 152 au cours de la "3ème phase" et 500 se sont rendus, affirme la radio iranienne, citant un communiqué militaire.

Pour le président du Parlement iranien, l'hodjatolislam Khomeini Rafсандjani, "dans l'avenir" on se rendra compte que cette zone de combats joue un rôle stratégique aussi important que celui de la région de Fao, au sud de l'Irak.

Les forces iraniennes sont implantées au sud de la péninsule de Fao depuis février 1986 et contrôlent ainsi, en partie, les mouvements maritimes dans le Khorr Abdallah, bras de mer reliant le nord du golfe au seul port militaire irakien d'Ome Qasr.

Irak-Kurdes

Usage des armes chimiques dans les régions kurdo-phones de l'Irak, selon un comité proche de l'opposition

PARIS, 28 avr (AFP) - Le "Comité français contre la répression" en Irak a accusé mardi le gouvernement de Bagdad d'avoir fait usage d'armes chimiques; à la fin avril, contre six villages kurdes près de Souleimani, faisant "cent blessés graves" au sein de la population.

Paris, les villages bombardés figurent Balissan, Heidal et Bercuel; ajoute le communiqué, qui précise que ce bombardement constitue une "mesure de représailles barbares" de l'armée irakienne à la suite de la recrudescence des opérations de l'opposition armée en Kurdistan d'Irak.

Selon le comité, groupement proche du Parti Communiste Français, les mouvements d'opposition kurdes ont riposté en déclenchant une opération connue le 21 avril et "investi" le district de Qoradachi, obtenant la reddition de cent soldats de souche kurde; et faisant prisonniers 150 militaires et gendarmes.

L'opération, précise le communiqué, a été menée conjointement par les combattants du Parti Démocratique Kurde (Massoud Barzani); L'Union Patriotique du Kurdistan (Jalal Talbani) et du Parti socialiste Kurde.

Turquie-Kurdes

Onze militaires turcs tués par des rebelles kurdes dans la province de Hakkari

ANKARA, 29 avr (AFP) - Onze militaires turcs -deux officiers et neuf soldats- appartenant à une unité de gendarmerie ont été tués mardi par des rebelles kurdes dans la province de Hakkari (sud-est de la Turquie à la frontière irakienne); a annoncé mercredi à Ankara le ministre de l'Intérieur Yildirim Akbulut.

Les "rebelles" ont tenu une embuscade près du village de Tutunculer et le bilan s'élève à onze morts et deux blessés graves, a précisé M. Akbulut. La province de Hakkari est l'une des quatre provinces turques (sur un total de 67) toujours soumises à la loi martiale. Les trois autres provinces se trouvent enclavées dans le sud-est à population à majorité kurde. Depuis la reprise des affrontements entre armée turque et rebelles indépendantistes, en août 1984, plus de 600 personnes ont été tuées dans ces régions; selon les bilans officiels.

Turquie-Kurdes

Important: opération de l'armée turque dans le sud-est

HAKKARI (Turquie), 30 avr (AFP) - L'armée turque a lancé une grande opération de "nettoyage" dans la province de Hakkari, frontalière de l'Irak et où il y a eu, après la mort de 12 militaires, mardi dans une embuscade tendue par des rebelles kurdes, selon un communiqué de source officielle.

Aucun détail n'a toutefois été fourni sur l'importance des effectifs engagés dans cette opération de poursuite des rebelles soupçonnés de s'être ralliés en Irak. Plusieurs dizaines de milliers de soldats turcs sont restés en permanence dans la région de Hakkari; l'une des quatre provinces (sur 67) toujours soumises à la loi martiale et où se sont déroulés les plus graves accrochages depuis six mois.

Le ministre de l'Intérieur Yildirim Akbulut, devait se rendre sur place jeudi. Treize militaires, trois officiers et dix soldats, avaient été tués, mardi, près du village de Tutunculer, proche de la frontière irakienne.

Cette attaque est la plus sérieuse officiellement révélée contre des militaires depuis août 1986. La mort de 12 gendarmes, également dans la province de Hakkari, avait alors entraîné un raid de représailles de l'aviation turque en Irak contre des positions kurdes, en vertu d'un accord bilatéral de "poursuite à chaud" des rebelles sur le territoire du voisin.

La politique de la terre brûlée de Bagdad n'est pas venue à bout de la guérilla kurde

Le Monde, 23.10.1987

Le conflit du Golfe a relégué au second plan la « guerre oubliée » qui, depuis plusieurs années déjà, oppose — en marge du conflit irano-irakien — l'armée de Bagdad aux peshmergas (combattants kurdes) du Kurdistan irakien. Bien que moins spectaculaire, cette guerre larvée n'en est pas moins sanglante et impitoyable, et de vastes régions du Kurdistan irakien ont été, depuis son début, transformées en « terres brûlées » par l'armée de Bagdad, notamment dans le Nord-Est, dans la région de Soleymanieh, qui constitue le fief de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, l'un des principaux mouvements de guérilla.

Paradoxalement, l'UPK, qui avait engagé militairement, vers la fin de décembre 1983, des pourparlers de paix avec le président Saddam Hussein — malgré l'avis des autres mouvements kurdes d'Irak, — est devenu depuis l'ennemi numéro un du régime baasiste dans cette région montagneuse et chétive, allié même jusqu'à souhaiter le démantèlement de l'Irak.

L'échec des négociations en janvier 1985, faisant suite à l'imraignance de Bagdad qui n'a su profiter de l'occasion en et qui a insisté alors pour diviser intégralement le mouvement kurde irakien, a fondamentalement modifié l'équilibre des forces au Kurdistan irakien. Peu à peu, l'UPK, qui jouit désormais la République islamique de Téhéran comme le principal danger menaçant le mouvement nationaliste kurde, s'est aligné sur les positions de son rival, le Parti démocratique du Kurdistan (PKD) de Massoud Barzani, allié à Téhéran.

En octobre 1986, les talibanistes engagés, pour la première fois, en coopération avec les peshmergas irakiens, ont opérés de commandés contre les installations pétrolières de Kirkouk. En novembre, ils signaient à Téhéran un accord politico-militaire avec le PKD, unifiant ainsi pratiquement la rébellion kurde sous l'égide de la République islamique.

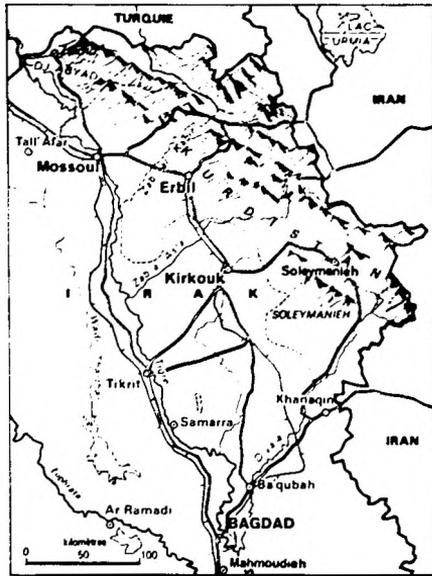
La guérilla au Kurdistan irakien devient ainsi officiellement l'allié de Téhéran, et ses opérations de com-

muna, jadis dénuées de soutien logistique des peshmergas, deviennent de plus en plus fréquentes et efficaces. Face à la montée des périls, Bagdad est alors recouru aux grands moyens, en entreprenant à partir de mai 1987 une série d'expéditions de razziaage au Kurdistan dans le but de priver les peshmergas de l'appui de la population locale. Des centaines de villages et de hameaux, situés le long des principaux axes routiers furent systématiquement rasés.

Les militaires irakiens se sont montrés particulièrement impitoyables dynamitant ou détruisant au bulldozer les habitations des villages au préalable empaquetés dans des sacs en plastique. Les militaires irakiens ont été déportés dans les régions contrôlées par les forces gouvernementales. Un grand nombre de personnes déplacées furent regroupées à proximité d'Erbil et de Kirkouk, notamment dans un camp situé entre Erbil et Mossoul. D'autres furent transférés encore plus loin, à proximité des frontières jordannaise et saoudienne, dans des zones désertiques. Certains de ces villages ainsi vidés de leur population ont été détruits par l'aviation, et d'autres, difficilement accessibles, ont été gazés (aux bombes au phosphore) pour contraindre les habitants à quitter les lieux.

Une répression sévère

Ces opérations de razziaage, qui avaient essentiellement pour objectif d'asseoir la sécurité des axes routiers et occasionnellement de « dévulgariser » certaines zones jugées particulièrement « stratégiques », se sont depuis poursuivies par intermittence. Elles n'ont pas réussi cependant à briser le mouvement kurde, qui, avec l'appui des Irakiens, a multiplié les actions de guérilla, malgré l'utilisation de plus en plus fréquente d'armes chimiques par l'aviation irakienne. Plus encore, elles ont eu l'effet contraire et ont en définitive réussi qu'à exaspérer la population kurde et à grossir les rangs des peshmergas. Pour faire face à cette situation, Bagdad a déployé en ren-



fort, dans la région kurde, plusieurs brigades de la garde présidentielle, unités d'élite utilisées dans des circonstances exceptionnelles.

La sévérité de la répression, et surtout son manque d'efficacité, ont suscité des remous au sein même de la classe dirigeante irakienne. M. Izzat Ibrahim, le vice-président irakien, s'est élevé violemment contre ces méthodes

expéditives, proposant une nouvelle tactique, « plus humaine », afin de contenir la rébellion. On a parlé en août d'une « mini-crise » gouvernementale. M. Ibrahim se refusant délibérément de la suite de la mobilisation de près de 40 000 policiers envoyés au front au début de 1987 pour faire face à l'attaque iranienne contre Basrah. Depuis, Saddam-City, qui compte plus d'un million d'habitants, vit pratiquement sous un régime de couvre-feu.

l'armée, a été limogé. Comme le président Saddam Hussein et titulaire du portefeuille de la sécurité intérieure, M. Majid avni, semble-t-il, être le principal artisan de la politique de terre brûlée. C'est évidemment le responsable principal des opérations de razziaage qui semblent cependant avoir repris fin septembre, quoique sur une moindre échelle.

Conséquences ou relation de cause à effet, la répression au Kurdistan s'est accompagnée d'une grave dégradation de la sécurité dans d'autres régions du pays, notamment à Bagdad avec l'espionnage au mois d'août de trois voitures publiques, dont l'une, à proximité du ministère du Travail, fit une vingtaine de tués et près de trente blessés. Comme d'habitude, ces attentats ont été attribués, de source officielle, à des éléments islamistes, mais ils seraient, selon la rumeur publique, l'œuvre de militants kurdes désireux de venger les victimes de la politique de terre brûlée. Accusé de lasser le ministre de l'Intérieur, M. Saoudou Chalke, l'un des figures historiques du Baas, fut limogé et remplacé par un homme à poigne, M. Samir Mohamed Abdel Wahab el Chehki, qui passe pour l'écartereur des bases durres du régime.

Le nouveau ministre de l'Intérieur s'est attelé en priorité à la difficile tâche de restaurer l'ordre public, gouverné certes dans certains quartiers populaires de Bagdad, notamment à Saddam-City, immense agglomération d'habitants à bon marché et de bidonvilles devenus un repaire de hooligans et de débauchés de l'armée, dom de nombreux Kurdes. La communauté (sociologique, attaques à main armée contre les patrouilles policières) y était devenue si instable qu'au début de 1987, les effectifs de la police avaient été sévèrement réduits à la suite de la mobilisation de près de 40 000 policiers envoyés au front au début de 1987 pour faire face à l'attaque iranienne contre Basrah. Depuis, Saddam-City, qui compte plus d'un million d'habitants, vit pratiquement sous un régime de couvre-feu.

JEAN GUYERAS

Amnesty International accuse Bagdad d'utiliser de la mort-aux-rats contre les Kurdes

Amnesty International a demandé, mercredi 13 janvier, au gouvernement irakien d'enquêter sur des informations selon lesquelles ses forces de sécurité utiliseraient de la « mort-aux-rats » pour supprimer des opposants kurdes. L'organisation de défense des droits de l'homme, basée à Londres, a déclaré avoir été informée que quarante Kurdes opposés au gouvernement de Bagdad — et alliés de Téhéran — avaient été empoisonnés au cours du mois de novembre avec du thallium, poison communément utilisé pour éliminer les rats.

Dix d'entre eux auraient été empoisonnés le 24 novembre à Marga, dans la province de Sulaimaniya, dans le nord de l'Irak, par une femme des services de sécurité irakiens qui aurait injecté du poison dans leur yaourt.

« Trois des victimes seraient mortes en l'espace de quelques heures, déclare un communiqué d'Amnesty. Trois autres ont été transportées d'urgence par avion

en Grande-Bretagne pour y être soignées, juste avant Noël. L'une d'elles est encore à l'hôpital et les deux autres sont actuellement en convalescence. »

Les combattants d'une autre organisation kurde opposée au régime de Bagdad et alliée de l'Iran, le Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), ont par ailleurs attaqué lundi une base de l'armée irakienne au nord de l'Irak, tuant cinquante soldats et en capturant quatre-vingts, a affirmé, mardi, un porte-parole de ce mouvement.

Dimanche, les guérilleros kurdes ont abattu un chasseur bombardier Sukhoï-22 de fabrication soviétique avec un missile portable Sam-7, capturant vivant son pilote, le capitaine Salek Gebdou Shejar, a également indiqué le porte-parole du PDK. Ce mouvement, dirigé par M. Massoud Barzani, est surtout présent au nord du Kurdistan irakien, notamment près de la frontière turque. — (AFP, Reuter.)

EN BREF

● **Le Parlement européen dénonce la peine de mort en Turquie.** — L'assemblée parlementaire des Douze a demandé, le jeudi 21 janvier, à Strasbourg, aux autorités turques de « *commuer toutes les peines capitales prononcées dans le pays en attendant l'abolition de ce châtiment abominable* ».

Dans une résolution commune signée des groupes socialiste, communiste et libéral et adoptée par la majorité de l'assemblée, les députés rappellent que, depuis la loi martiale de 1978, cinq cents condamnations à mort ont été prononcées en Turquie et que cinquante personnes ont été exécutées par pendaison depuis 1980, dont vingt-six pour des délits politiques. Les parlementaires soulignent que le Turquie a introduit une demande d'adhésion à la Communauté européenne et qu'elle a signé récemment la convention européenne sur l'interdiction de la torture. — (AFP.)



Relance du débat sur les droits de la minorité kurde

La question des droits de la minorité kurde revient à l'ordre du jour en Turquie. Elle a provoqué un mouvement de grève de la faim qui se poursuit depuis une semaine dans les prisons du sud-est du pays. Jeudi dernier, le gouvernement et une partie de la presse turque avaient violemment pris à partie le département d'Etat américain, dont le rapport annuel sur les droits de l'homme avait souligné la nécessité de reconnaître les droits de la « minorité nationale kurde ».

ANKARA

de notre correspondant

Selon l'Association turque des droits de l'homme, deux mille prisonniers, en majorité des militants séparatistes kurdes, ont entamé depuis une semaine une grève de la faim à la maison militaire de Diyarbakir, grande ville du sud-est du pays à majorité kurde. Ils demandent le droit de s'exprimer en kurde, langue maternelle de huit millions de citoyens turcs, avec leurs parents, seuls autorisés à les visiter et dont c'est souvent la seule langue de communication, surtout pour les femmes. Une mère de détenu s'est récemment plainte en kurde à l'Assemblée nationale de n'avoir pu, depuis sept ans, communiquer avec son fils.

L'Association des droits de l'homme fait valoir que la Constitution qui interdit « l'expression et la publication d'opinions en kurde » ne s'applique pas dans ce cas. Les grèves se sont étendues par solidarité à d'autres prisons, en particulier celle d'Eskishehir, où quatre-vingt-

dix-sept détenus auraient été placés en cellules disciplinaires à la suite de leur comparution en sous-vêtements devant le tribunal : ils entendaient protester ainsi contre l'obligation du port de l'uniforme carcéral, dont les grévistes demandent la suppression.

Un débat houleux a récemment eu lieu à l'Assemblée nationale après qu'un député du premier parti d'opposition, le Parti populiste social-démocrate (SHP), eut voulu « briser les tabous en posant la question kurde dans toutes ses dimensions », en particulier culturelles. Il demandait la liberté d'écrire en kurde et, pour les parents qui le désirent, de donner des prénoms kurdes à leurs enfants. Le parallèle qu'il a établi entre l'atteinte aux droits des « minorités ethniques » en Turquie et celle dont sont victimes les minorités turcomusulmanes en Grèce et en Bulgarie, a déclenché la fureur de la majorité des députés du parti au pouvoir, l'ANAP (Parti de la mère patrie) : selon la thèse officielle, il n'existe pas de minorités en Turquie autres que celles à base religieuse des Arméniens et des Grecs, et toute reconnaissance des Kurdes comme minorité, même uniquement culturelle, est assimilée à un encouragement au terrorisme et à une menace contre l'intégrité territoriale.

Les clivages ne recoupent pas nécessairement les partis politiques dans ce domaine : le président du SHP, M. Inonu, a, à plusieurs reprises, rappelé à l'ordre des membres de son parti qui avaient poussé trop avant la revendication culturelle. Inversement, des députés de l'ANAP, originaire du Sud-Est, n'ont pas caché leur sympathie pour l'initiative du député iconoclaste.

MICHEL FARRÈRE.

NOTE AU LECTEUR

GENOCIDE DE HALABDJA

Quelques jours après avoir livré cet ouvrage à l'imprimerie, a eu lieu l'horrible **GENOCIDE** de Halabdja, au Kurdistan d'Irak.

A l'aide d'armes chimiques, le gouvernement irakien a pu tuer en un jour 5.000 personnes et en blesser plusieurs milliers. D'après Dr Heyndricks, spécialiste belge des effets des armes chimiques, de renommée internationale, la plupart de ces blessés vont aussi mourir.

Le reste de la population a pris la fuite. Halabdja est aujourd'hui une ville morte. L'armée irakienne continue à bombarder à l'arme chimique, d'autres régions, non seulement au Kurdistan d'Irak, mais également au Kurdistan d'Iran !

Une nouvelle ère dans l'interminable génocide kurde a commencé....



A l'occasion du lancement d'armes chimiques au Kurdistan d'Irak:
5000 morts et des milliers de blessés.

le 23 mars 1988.

Communiqué de presse

Condamnation du génocide au Kurdistan d'Irak

Les Kurdes de Belgique, soutenus par les organisations signataires,

- Condamnent fermement le génocide perpétré par le gouvernement irakien à l'égard du peuple kurde dans le Kurdistan irakien.
- Condamnent l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak, qui anéantissent de nombreuses villes et de nombreux villages kurdes, alors que l'Irak est signataire du Protocole pour l'interdiction de l'emploi en cas de guerre des gaz asphyxiants, toxiques, et autres agents bactériologiques, adopté en 1925 par 108 pays, dont les membres actuels de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.
- Rappelent que depuis 1975, plusieurs témoins ont essayé, sans succès, d'alerter l'opinion publique internationale sur le massacre des populations civiles kurdes. Par ailleurs, le peuple kurde n'est pas opprimé qu'en Irak, mais aussi en Turquie, en Iran, et en Syrie.
- Nous exigeons que des Commissions d'enquête soient constituées par l'ONU et par le Parlement européen, et immédiatement envoyées sur place.
- Nous prions le Comité International de la Croix Rouge d'apporter une aide urgente aux populations concernées.
- Nous exigeons que le gouvernement belge mette tout en oeuvre pour que le gouvernement irakien cesse cette politique d'extermination.

Mouvement Chrétien pour la Paix
Association Belge des Juristes Démocrates
Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie
Justice et Paix
Collectif théâtre-action
IRFE
Agence de presse libération
Radio Air Libre

Pour les signataires,

Carla GOFFI



Sanglantes représailles irakiennes

Des milliers de Kurdes victimes de bombardements chimiques

La guerre du Golfe prend un caractère de plus en plus sanglant. Les Irakiens ont bombardé à l'arme chimique la région de Halabja, dans le nord de l'Irak, enlevée la semaine dernière par les Kurdes, alliés des Iraniens, faisant des milliers de victimes. D'autre part, quatre seulement des cinquante-huit membres d'équipage des deux pétroliers iraniens, attaqués samedi 19 mars, près de Kharg, ont été retrouvés vivants.

Selon Téhéran, les bombardements sur la région d'Halabja, dans le Kurdistan irakien, ont fait cinq mille morts et autant de blessés dans la seule journée de vendredi dernier.

Un groupe de journalistes occidentaux emmenés sur les lieux a pu voir dans les rues et abris de Halabja et des localités avoisinantes des dizaines de cadavres d'hommes, de femmes, d'enfants et d'animaux qui avaient été indiscutablement victimes de produits chimiques.

Au cours d'une conférence de presse au siège des Nations unies à New-York, le représentant de l'Iran, M. Mahallati, a demandé une aide internationale pour soigner les blessés, dont un certain

nombre, a-t-il dit, ont été victimes de gaz innervants. Selon lui, les avions irakiens ont utilisé des bombes à fragmentation contenant aussi du gaz moutarde et du cyanide.

Le porte-parole de l'ONU a déclaré que M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'organisation, était « extrêmement préoccupé » par les informations qui lui avaient été transmises. Aux Nations unies, on rappelle que l'Irak a déjà été condamné à deux reprises par le Conseil de sécurité pour utilisation d'armes chimiques, la dernière fois il y a tout juste deux ans, le 21 mars 1986.

*(Lire page 2 le reportage
de PAUL BALTA.)*



Les corps de quatre Kurdes asphyxiés au cours d'une attaque irakienne aux gaz gisent dans une rue de la ville irakienne d'Halabja. (Photo IRNA-A.F.P.)

Massacre à l'arme chimique : l'Irak mise au pilori

Voir début en première page.

L'Iran, évidemment, tente de profiter de cet acte abominable pour dénoncer la nature du régime irakien qu'il combat et améliorer sa propre image. Lundi soir, il a effectué une démarche officielle auprès du secrétaire général des Nations Unies, pour lui demander d'envoyer une mission d'enquête. *C'est le plus grand crime jamais commis au Moyen-Orient*, a déclaré le Premier ministre Moussavi. *Le monde entier attend la réaction des organisations internationales et des hommes d'Etat face à cette violation flagrante des Droits de l'Homme. Leur honneur et leur prestige en dépendent*, a-t-il dit. Le président du parti démocratique kurde (KDP) a fait remarquer pour sa part que l'Irak avait utilisé ces armes contre ceux qu'il considère comme ses propres citoyens, puisque la région bombardée — revendiquée par les autonomistes kurdes — n'a été prise par l'Iran que très récemment.

Les réactions ont été nombreuses, mercredi, dans le monde et l'on a notamment enregistré la dénonciation de l'emploi d'armes

chimiques par le Comité international de la Croix-Rouge; une condamnation qui dépasse le conflit Iran-Irak, la guerre chimique étant *absolument interdite en tout temps, que ce soit contre des militaires ou des civils, par le droit international*. Le C.I.C.R. a proposé une aide médicale à Téhéran.

En Belgique, *Médecins sans Frontières* a annoncé qu'une de ses équipes est partie mercredi soir pour la région touchée, accompagnée d'un toxicologue, à l'appel d'une des principales organisations kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan. *M.S.F.-Belgique* a indiqué que près de dix mille personnes, sans doute, souffrent des effets de gaz irritants et réclament des soins appropriés. Le porte-parole du ministère des Relations extérieures a exprimé *la condamnation sans équivoque par la Belgique de l'utilisation d'armes chimiques dans le conflit Iran-Irak, se réitérant à une position semblable des Douze, prise en 1986*.

Quels gaz l'Irak a-t-il employés? De quelle fabrication? Les informations disponibles sur

place permettent désormais d'affirmer que Bagdad a fait usage de gaz moutarde (ou ypérite, en souvenir des gazages d'Ypres, pendant la Première guerre), de cyanure et, surtout, de gaz innervants, qui touchent le cerveau. Ces derniers seraient, selon des sources indépendantes, les gaz sarin et tabun. L'Irak posséderait deux usines pour les produire, à Samarra et Al-Falujah, et pourrait produire par mois 60 tonnes de gaz moutarde, quatre tonnes de sarin et quatre tonnes de tabun.

Ces données, si elles sont exactes, en font de loin le plus gros producteur d'armes chimiques au Moyen-Orient. Des experts britanniques font valoir que, pour entreprendre leur propre fabrication, les Irakiens ont dû importer et maîtriser des techniques de production occidentales, à l'insu probablement des inventeurs, qui connaissent parfaitement l'interdit qui pèse sur les exportations à usage militaire; ils citent comme pays de possible origine l'Italie, l'Autriche, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et la Belgique.

J.-P. C.

SOMMAIRE

Pourquoi ce dossier ?	5
Qui sont les Kurdes ?	5
Kurdistan : situation géographique	7
Population	8
Langue	9
Religion	10
Ressources naturelles	17
Situation économique et sociale	17
Situation culturelle	19
Résumé historique	21
Kurdistan de Turquie	32
Kurdistan d'Iran	52
Kurdistan d'Irak	69
Kurdistan de Syrie	92
Kurdes d'U.R.S.S.	101
Les Kurdes en Europe	106
Quelques réflexions	111
Quelques dates historiques	114
Bibliographie	116
Annexes	118



GEN